



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Pacific Region

401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.

V8W 3X4

Bid Fax: (250) 363-3344

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right
of Canada, in accordance with the terms and conditions
set out herein, referred to herein or attached hereto, the
goods, services, and construction listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region

401 - 1230 Government Street

Victoria, B. C.

V8W 3X4

Title - Sujet 5.0-5.33m Aluminum Jet Boat	
Solicitation No. - N° de l'invitation M5000-195026/A	Date 2019-05-14
Client Reference No. - N° de référence du client M5000-195026	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$XLV-166-7732	
File No. - N° de dossier XLV-9-42020 (166)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-05-30	Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Castle, David G.	Buyer Id - Id de l'acheteur xlvl66
Telephone No. - N° de téléphone (250) 217-6555 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Royal Canadian Mounted Police See herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	3
1.3 ACCORDS COMMERCIAUX	4
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 PRODUITS EQUIVALENTS.....	6
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS - EN PÉRIODE DE SOUMISSION	6
2.5 LOIS APPLICABLES.....	7
2.6 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AUX BESOINS PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	7
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	8
3.1.1 OPTION 1 : PRÉPARATION ÉLECTRONIQUE DES SOUMISSIONS	8
3.1.2 OPTION 2: PRÉPARATION SUR PAPIER DES SOUMISSIONS	8
3.2 SECTION I : SOUMISSION TECHNIQUE	9
3.3 SECTION II : SOUMISSION DE GESTION	9
3.3.1 OPTION 1 : EXPÉRIENCE EN CONSTRUCTION DE NAVIRES (LE MÊME DE BATEAU CONSTRUIT DANS LES 8 DERNIÈRES ANNÉES)	9
3.3.2 OPTION 2 : EXPÉRIENCE EN CONSTRUCTION DE NAVIRES (NAVIRE CONÇU ET FABRIQUÉ POUR L'OCCASION).....	11
3.4 SECTION III : SOUMISSION FINANCIÈRE	13
3.5 SECTION IV : ATTESTATIONS	14
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	15
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	15
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	15
PARTIE 5 - ATTESTATIONS	16
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	16
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	16
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES.....	18
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	18
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	18
6.3 ASSURANCE - PREUVE DE DISPONIBILITÉ AVANT ATTRIBUTION DU CONTRAT	18
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	19
7.1 ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES	19
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	19
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	19
7.4 DURÉE DU CONTRAT	19
7.5 RESPONSABLES.....	20
7.6 PAIEMENT	21
7.7 RETENUE DE LA GARANTIE	22
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION - DEMANDE DE PAIEMENT PROGRESSIF	22
7.9 PAIEMENT ÉLECTRONIQUE DE FACTURES – CONTRAT	23

7.10	ACCEPTATION DES TRAVAUX	23
7.11	PROCÉDURES POUR MODIFICATIONS/ÉCARTS DE CONCEPTION	23
7.12	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	24
7.13	CERTIFICATION RELATIVE AU SOUDAGE - CONTRAT.....	24
7.14	INDEMNISATION DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL	24
7.15	NIVEAUX DE QUALIFICATION.....	24
7.16	LOIS APPLICABLES	24
7.17	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	24
7.18	SYSTÈMES DE GESTION DE LA QUALITÉ	25
7.19	RÉUNION POSTÉRIEURE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	25
7.20	CALENDRIER DU PROJET	25
7.21	RAPPORTS PÉRIODIQUES	25
7.22	RÉUNIONS D'AVANCEMENT.....	26
7.23	RÉUNIONS D'EXAMEN DE L'AVANCEMENT	26
7.24	CLAUDE DU GUIDE DES CCUA.....	26
7.25	MANUELS	26
7.26	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	27
7.27	INSPECTION AND ACCEPTANCE	30
7.28.	ACCEPTATION	30
ANNEXE – A - ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (CONTRAT)		31
ANNEXE – B – BASE DE PAIEMENT (CONTRAT)		46
ANNEXE - C – QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES ET RÉPONSES DU CANADA (SOUMISSION).....		50
ANNEXE - D – LISTE DES SOUS-TRAITANTS (SOUMISSION).....		51
ANNEXE - E - DETAILED FINANCIAL BID PRESENTATION SHEET (SOUMISSION).....		52
ANNEXE – F – LISTE DE VÉRIFICATION ET LIVRABLE DE L'OFFRE (SOUMISSION)		55
ANNEXE - G - DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS (SOUMISSION).....		56

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins techniques, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, les exigences en matière d'assurance et toute autre annexe

1.2. Énoncé des travaux

La Garde côtière canadienne a besoin de la fourniture et de la livraison de un (1) 5.0 – 5.02 mètres de bateau en aluminium et remorque, conformément à l'Énoncé des travaux en annexe A et aux modalités d'inspection en annexe C, Inspection/assurance de la qualité/contrôle de la qualité. Tous les produits doivent être livrés au plus tard le 31 août 2019.

The boats are to be delivered to: RCMP Compound
Edmonton, Ab

1.2.2 Soumission Électronique des soumissions

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.2.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC).

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, 2018-05-22 Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit :

- l'article 08, Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal, est modifié comme suit :
le sous-article 2. est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :

2. Connexion postal

- a. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises à l'aide du [service Connexion postal](#) offert par la Société canadienne des postes.
 - i. TPSGC, région de la capitale nationale : La seule adresse de courriel acceptable avec Connexion postal pour transmettre une réponse à une demande de soumissions établie par l'administration centrale de TPSGC est :

tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca

ou le cas échéant, l'adresse courriel indiquée dans la demande de soumissions.

- ii. Bureaux régionaux de TPSGC : La seule adresse de courriel acceptable avec Connexion postal pour transmettre une réponse à une demande de soumissions établie par les bureaux régionaux de TPSGC est indiquée dans la demande de soumissions.
- b. Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit utiliser l'une des deux options suivantes :
 - i. envoyer directement sa soumission uniquement à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou
 - ii. envoyer dès que possible et, dans tous les cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après cette date pourraient rester sans réponse.

- c. Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant le service Connexion postal à l'Unité de réception des soumissions précisée dans la demande de soumissions, un agent de l'Unité de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postal. La conversation du service Connexion postal créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder au message dans la conversation et à prendre les mesures nécessaires pour répondre. Le soumissionnaire pourra transmettre sa soumission en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- d. Si le soumissionnaire utilise sa licence d'entreprise en vigueur pour envoyer sa soumission, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte jusqu'à au moins 30 jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- e. Le numéro de la demande de soumissions devrait être indiqué dans le champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
- f. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postal. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser l'adresse de l'Unité de réception des soumissions indiquée dans la demande de soumissions pour s'inscrire au service Connexion postal.
- g. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postal, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des soumissions. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou état du service Connexion postal;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien indiquer la soumission;
 - vi. illisibilité de la soumission;
 - vii. sécurité des données contenues dans la soumission;
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion postal.
- h. L'Unité de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de la soumission au moyen de la conversation Connexion postal, peu importe si la conversation a été initiée par le fournisseur à l'aide de sa propre licence ou par l'Unité de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
- i. Les soumissionnaires doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel pour l'Unité de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postal ou communiquent avec l'Unité de réception des soumissions et ne doivent pas se fier à l'exactitude d'un copié-collé de l'adresse courriel dans le système Connexion postal.
- j. Une soumission transmise par le service Connexion postal constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article 05.

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1.2 Clauses du Guide des CCUA

A9125T - Convention collective valide 2007-05-25

B1000T - Condition du matériel – soumission 2014-06-26

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure

indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Address:

*Bid Receiving Public Works and Government Services Canada
Pacific Region
401-1230 Government Street
Victoria, BC
V8V 3X4*

epost Connect email:

TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Bids/Offer will not be accepted if emailed directly to this email address. This email is to initiate an ePost Connect conversation, as detailed in the Standard Instructions.

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003, ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Produits équivalents

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :
 - a. indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
 - b. déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
 - c. fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
 - d. présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
 - e. indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.
2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
 - a. la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
 - b. le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions.

2.4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de

renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la **Colombie Britannique** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 5 **jours** avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

3.1.1 OPTION 1 : Préparation électronique des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

- Section I : Soumission technique
- Section II : Soumission de gestion
- Section III : Soumission Financière
- Section IV : Attestations

3.1.2 OPTION 2: Préparation sur papier des soumissions

Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique – deux (2) exemplaires papier
- Section II : Soumission de gestion financière – deux (2) exemplaire papier
- Section III : Soumission financière- un (1) exemplaire papier
- Section III : Attestations – un (1) exemplaire papier

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci- après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et

- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Section I : Soumission technique

L'énoncé des besoins techniques, à l'annexe A, est entièrement obligatoire. Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Ils doivent démontrer leur capacité d'effectuer les travaux de façon complète, concise et claire.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement reprendre les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les répétitions, les soumissionnaires peuvent rappeler les différentes sections de leur offre où ils ont déjà traité certains sujets, en précisant le paragraphe et le numéro de page.

La soumission technique doit démontrer que les navires seront entièrement aptes à prendre la mer, exploitables et conformes à tous égards aux objectifs prévus.

3.2.1 Liste de vérification de l'offre et confirmation technique

Les soumissionnaires doivent remplir aux fins de la soumission l'**annexe F – LISTE DE VÉRIFICATION DE L'OFFRE** et la joindre à la soumission.

3.3 Section II : Soumission de gestion

Dans leur soumission de gestion, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité, leur expérience et leur équipe de gestion de projet en fournissant tous les documents exigés dans les articles suivants.

Le soumissionnaire doit choisir une des options suivantes pour sa soumission.

3.3.1 OPTION 1 : Expérience en construction de navires (le même de bateau construit dans les 8 dernières années)

Le soumissionnaire devra fournir la preuve objective qu'il a une capacité manifeste en matière de construction des navires de la même taille, du type et de la complexité come le (s) bateau (x) constituant l'exigence de la présente DP, en fournissant de l'information détaillée sur au moins 2 navires construits au cours des 8 dernières années. Les prototypes de coques ne satisfont pas à cette exigence. La soumission doit contenir les détails suivants pour chaque navire offert pour prouver la capacité de construction :

- a) plans de la disposition générale;
- b) photographies;
- c) références;
- d) plaques du constructeur (s'il y a lieu);
- e) numéros d'identification de la coque pour confirmer plusieurs fabrications.

3.3.1.1 Capacité en dessin de constructions navales et en génie maritime

Le soumissionnaire doit fournir la preuve objective sous la forme d'une déclaration signée par un représentant autorisé du soumissionnaire qu'il a soit :

- a) des capacités internes en dessin de constructions navales et en génie maritime, soit
- b) un engagement écrit d'un fournisseur qui offrira des services en dessin de constructions navales et en génie maritime au soumissionnaire pour la durée du contrat. Le fournisseur doit avoir de l'expérience et des capacités en dessin de constructions navales et en génie maritime

acquises dans des projets de construction de navires de taille, de type et de complexité similaires à ceux faisant l'objet de la présente demande de soumissions.

3.3.1.2 Système d'assurance de la qualité de l'entrepreneur

Le soumissionnaire devra produire une preuve objective qu'il a un programme d'assurance de la qualité qui sera en place pendant l'exécution des travaux et qui aborde les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous.

Cette preuve objective pourra prendre la forme d'un exemplaire de son Manuel d'assurance de la qualité qui traite de chacun de ces éléments. Le soumissionnaire peut également déposer, aux fins de considération, une preuve d'enregistrement auprès d'un organisme d'assurance de la qualité reconnu, dont le système répond aux exigences minimales ci-après.

Les éléments de contrôle de la qualité doivent comprendre à tout le moins :

- a) un représentant de la direction;
- b) le manuel d'assurance de la qualité;
- c) le programme d'assurance de la qualité;
- d) les descriptions, les rapports de qualité, les documents de l'organisation;
- e) les prises de mesures et les mises à l'essai;
- f) l'acquisition d'équipement;
- g) le plan d'inspection et d'essai;
- h) l'inspection d'entrée;
- i) l'inspection en cours de fabrication;
- j) l'inspection finale, les processus spéciaux, les registres de contrôle de la qualité;
- k) la non-conformité;
- l) les mesures correctives.

Les installations du soumissionnaire pourront faire l'objet d'une vérification du Canada ou de son représentant autorisé, avant l'octroi du contrat, pour vérifier qu'un système d'assurance de la qualité est en place conformément à l'exigence précitée.

3.3.1.3 Calendrier du projet

1. Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit proposer son calendrier de projet préliminaire sous la forme d'un document MS Project ou l'équivalent. Ce calendrier doit indiquer la séquence et les dates d'achèvement des étapes du projet, des produits livrables et des tâches du projet en prenant la date d'octroi du contrat comme le « jour 0 ». Le calendrier du projet doit présenter la structure de répartition du travail du soumissionnaire, les activités principales et les jalons du projet, ainsi que tout problème potentiel dans la réalisation des travaux.
2. Le calendrier du soumissionnaire doit également comprendre une date d'échéance prévue pour chacune des étapes importantes suivantes et pour chaque navire s'il y a lieu :
 - a) la livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;
 - b) la coque et le pont complétés, mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur devra fournir une copie papier des certificats du matériel et les dessins de construction au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - c) l'armement et l'équipement électrique installés à 75 %, mais tout l'équipement et tous les composants ont été livrés à l'entrepreneur et sont disponibles pour une inspection complète. L'entrepreneur devra fournir la liste papier de l'équipement et des fournitures électriques au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - d) la livraison des manuels techniques au Canada pour approbation (au moins 14 jours avant la date prévue pour la livraison du navire);
 - e) les tests et essais de l'entrepreneur et essais définitifs en mer exigés par l'EBT;
 - f) la livraison du navire et de la remorque au Canada pour approbation;
 - g) le début et la fin de la période de garantie (12 mois).

Remarque : Les manuels techniques approuvés ne seront pas retournés.

3.3.1.4 Dessins préliminaires

Les éléments suivants doivent être joints aux soumissions :

- a) calcul de stabilité préliminaire;
- b) calcul du poids lège;
- c) aménagement général;
- d) dessins structuraux indiquant le plan du pont, le profil de l'axe longitudinal et les détails de construction des couples de la charpente;
- e) plan de formes détaillé;
- f) dessin de la disposition du circuit d'alimentation en carburant.

3.3.1.5 Sous-traitants

Le soumissionnaire doit joindre à sa proposition une liste des contrats de sous-traitance pour la main-d'œuvre ou les matériaux (voir l'**annexe D**), et y fournir le nom et l'adresse de chaque sous-traitant et une description (marque, numéro de modèle) des produits ou services que chacun fournira.

3.3.2 OPTION 2 : Expérience en construction de navires (navire conçu et fabriqué pour l'occasion)

Le soumissionnaire doit fournir la preuve objective qu'il possède une capacité manifeste en matière de construction de navires de taille, de type et de complexité similaires à ceux faisant l'objet de la présente DP.

Le navire est conçu et fabriqué conformément aux pratiques et aux normes recommandées pour ce type de navires et conformément aux règles et aux normes suivantes :

- a) les *Normes pour les bâtiments nordiques* (pour bâtiments commerciaux de moins de 15 m);
- b) l'Organisation internationale de normalisation (ISO);
- c) une société de classification comme :
 - i. American Bureau of Shipping (ABS);
 - ii. Lloyd's Register of Shipping (LRS);
 - iii. Bureau Veritas (BV);
 - iv. Det Norske Veritas (DNV);
 - v. Germanischer Lloyd (GL).

La conception et la construction du navire doivent, selon les résultats manifestes, être conformes à la dernière édition du document *TP 1332 – Normes de construction pour les petits bâtiments*, et le navire doit être enregistré dans le Programme de conformité des petits bâtiments (PCPB) de la sécurité maritime de Transport Canada. Le soumissionnaire doit fournir une description détaillée des règles et des normes utilisées pour la conception proposée et expliquer comment elle respectera TP 1332 quant à la stabilité, ABYC et les échantillonnages de construction.

3.3.2.1 Conception du bateau

La conception bateau doit être fournie avec la soumission et agréé (estampée) par une firme de génie maritime ou par un ingénieur qualifié confirmant que la conception répond aux exigences de la section **3.3.2 OPTION 2 a), ou b) ou c)**

La conception doit inclure les éléments et dessins préliminaires suivants :

- a) calcul de stabilité préliminaire;
- b) calcul du poids lège;
- c) aménagement général;

- d) dessins structuraux indiquant le plan du pont, le profil de l'axe longitudinal et les détails de construction des couples de la charpente;
- e) plan de formes détaillé;
- f) dessin de la disposition du circuit d'alimentation en carburant.

3.3.2.2 Calculs à l'appui

La conception doit être appuyée sur des calculs et des documents d'essai qui prouvent qu'elle répond aux exigences de l'annexe A de la demande de propositions. Le soumissionnaire doit fournir les calculs détaillés propres aux règles et aux normes appliquées spécifiquement à la conception proposée et expliquer comment elle respectera le standard TP 1332 quant à la stabilité, ABYC et les échantillonnages de construction.

3.3.2.3 Capacité en dessin de constructions navales et en génie maritime

Le soumissionnaire doit fournir la preuve objective sous la forme d'une déclaration signée par un représentant autorisé du soumissionnaire qu'il a soit :

- a) des capacités internes en dessin de constructions navales et en génie maritime, soit
- b) un engagement écrit d'un fournisseur qui offrira des services en dessin de constructions navales et en génie maritime au soumissionnaire pour la durée du contrat.

Le fournisseur doit avoir de l'expérience précédent et des capacités en dessin de constructions navales et en génie maritime acquises dans des projets de construction de navires de taille similaire, de type et de complexité similaires à ceux faisant l'objet de la présente demande de soumissions.

3.3.2.4 Système d'assurance de la qualité de l'entrepreneur

Le soumissionnaire devra produire une preuve objective dans leur soumission qu'il a un programme d'assurance de la qualité qui sera en place pendant l'exécution des travaux et qui aborde les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous.

Cette preuve objective pourra prendre la forme d'un exemplaire de son Manuel d'assurance de la qualité qui traite de chacun de ces éléments. Le soumissionnaire peut également déposer, aux fins de considération, une preuve d'enregistrement auprès d'un organisme d'assurance de la qualité reconnu, dont le système répond aux exigences minimales ci-après.

Les éléments de contrôle de la qualité doivent comprendre à tout le moins :

- a) la description du manuel ou du programme d'assurance de qualité;
- b) le plan d'inspection et d'essai;
- c) l'inspection finale;
- d) les registres de contrôle de la qualité.

Les installations du soumissionnaire pourront faire l'objet d'une vérification du Canada ou de son représentant autorisé, avant l'octroi du contrat, pour vérifier qu'un système d'assurance de la qualité est en place conformément à l'exigence précitée.

L'entrepreneur devra déposer les documents d'assurance de qualité remplis avec chaque demande de paiement, le cas échéant.

3.3.2.5 Calendrier du projet

1. Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit proposer son calendrier de projet préliminaire. Ce calendrier doit indiquer la séquence et les dates d'achèvement des étapes du projet, des produits livrables et des tâches du projet en prenant la date d'octroi du contrat comme le « jour 0 ». Le calendrier du projet doit présenter la structure de répartition du travail du soumissionnaire, les activités principales et les jalons du projet, ainsi que tout problème potentiel dans la réalisation des travaux.

2. Le calendrier du soumissionnaire doit également comprendre une date d'échéance prévue pour chacune des étapes importantes suivantes et pour chaque navire s'il y a lieu :

- a) Validation de la conception, au plus 20 jours civils;
- b) La livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;
- c) La coque et le pont complétés, mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur devra fournir une copie papier des certificats du matériel et les dessins de construction au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
- d) L'armement et l'équipement électrique installés à 75 %, mais tout l'équipement et tous les composants ont été livrés à l'entrepreneur et sont disponibles pour une inspection complète. L'entrepreneur devra fournir la liste papier de l'équipement et des fournitures électriques au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
- e) La livraison des manuels techniques au Canada pour approbation (au moins 14 jours avant la date prévue pour la livraison du navire);
- f) Les tests et essais de l'entrepreneur et essais définitifs en mer exigés par l'EBT;
- g) La livraison du navire et de la remorque au Canada pour approbation;
- h) Le début et la fin de la période de garantie (12 mois).

Remarque : Les manuels techniques approuvés ne seront pas retournés.

3.3.2.6 Sous-traitants

Le soumissionnaire doit joindre à sa proposition une liste des contrats de sous-traitance pour la main-d'œuvre ou les matériaux (voir l'**annexe D**), et y fournir le nom et l'adresse de chaque sous-traitant et une description (marque, numéro de modèle) des produits ou services que chacun fournira.

3.4 Section III : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'**annexe E – FEUILLE DE PRÉSENTATION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE DE LA SOUMISSION**. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.4.1 Fluctuation du taux de change

C3011T – Fluctuation du taux de change

2013-11-06

3.4.2 Prix ferme

Les soumissionnaires doivent indiquer le prix de la soumission, excluant les taxes, pour chacun des éléments de l'**annexe E – FEUILLE DE PRÉSENTATION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE DE LA SOUMISSION**.

3.4.3 Travaux imprévus

Les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée à l'**annexe E – FEUILLE DE PRÉSENTATION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE DE LA SOUMISSION**.

Les tarifs pour les travaux imprévus seront inclus dans la Base de paiement, mais ils ne compteront pas dans l'évaluation de la soumission.

3.4.4 Paiement électronique des factures – Soumission

Si vous êtes disposé à accepter les paiements de factures par des instruments de paiement électroniques, remplissez l'annexe G, Instruments de paiement électronique, pour indiquer lesquels sont acceptés.

Si l'annexe G, Instrument de paiement électronique, n'est pas remplie, on considérera que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement de factures.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

N° de l'invitation - Solicitation No.

M5000-195026

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M5000-195026

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

XLV 166

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3.5 Section IV : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, financiers et de gestion.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Pour que la proposition du soumissionnaire soit conforme, celle-ci doit, à la satisfaction du Canada, répondre à toutes les exigences de l'annexe « A », l'Énoncé des besoins techniques et fournir tous les renseignements requis à la PARTIE 3 – **INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.1 Section I, Soumission technique.**

4.1.2 Évaluation de la gestion

4.1.2.1 Critères de gestion obligatoires

Pour que la proposition du soumissionnaire soit conforme, celle-ci doit, à la satisfaction du Canada, répondre à toutes les exigences et fournir tous les renseignements requis dans la PARTIE 3 – **INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.3 Section II – Soumission de gestion.**

4.1.3 Évaluation financière

A0222T – Évaluation du prix – soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger 2014-06-26

4.1.4 Critères financiers obligatoires

Pour que la proposition du soumissionnaire soit conforme, celle-ci doit, à la satisfaction du Canada, répondre à toutes les exigences et fournir tous les renseignements requis dans la PARTIE 3 – **INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.4 Section III – Soumission financière.**

4.2. Méthode de sélection

4.2.1 Critère technique mandataire

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. On recommandera l'attribution d'un contrat à la soumission recevable comportant le prix évalué le plus bas.

Une exigence obligatoire est décrite par les mots « doit », « devrait », « devra », « est requis » ou « est obligatoire ».

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considérée comme un manquement au contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

Vous référer à l'ANNEXE – F – LISTE DE VÉRIFICATION ET LIVRABLE DE L'OFFRE (SOUMISSION

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Indemnisation des accidents du travail (lettre d'attestation)

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire doit produire, **dans un délai de 5 jours civils** suivant la demande faite par l'autorité contractante, un certificat ou une lettre de la commission des accidents du travail compétente confirmant que le compte du soumissionnaire est en règle.

5.2.3.2 Attestation en soudage

1. Le soudage doit être effectué par un soudeur approuvé par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :
 - (a) CSA W47.2 (version actuelle), Certification des compagnies pour le soudage par fusion de l'aluminium 2.1
2. Avant l'attribution du contrat et **dans les 5 jours civils** suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu doit fournir la preuve de son attestation par le BCS relativement aux normes de soudage de la CSA.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**6.1 Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Capacité financière

A9033T- - Capacité financière,

2012-07-16

6.3 Assurance - preuve de disponibilité avant attribution du contrat

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à la **Partie 7, clause du contrat subséquent 7.21.**

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des besoins techniques

La Garde côtière canadienne a besoin de la fourniture et de la livraison de un (1) 5.0 – 5.2 mètres de bateau en aluminium et remorque, conformément à l'Énoncé des travaux en annexe A et aux modalités d'inspection en annexe C, Inspection/assurance de la qualité/contrôle de la qualité. Tous les produits doivent être livrés au plus tard le 31 août 2019.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.1.1 Conditions générales

2030 2018-06-21, Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

1028, 2010-08-16, Construction de navires - prix ferme, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Period of the Contract

The period of the contract is from date of contract award to **June 30, 2020** (365 days later) inclusive.

7.4.2 Besoins optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir jusqu'à deux bateaux et remorques tels que décrits à l'Annex A 1 du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et/ou aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.4.3 Date de livraison

Tous les produits livrables doivent être reçus au plus tard le **31 août 2019**.

7.4.4 Instructions d'expéditions – livraison à destination

Les marchandises doivent être expédiées and livrées à la destination spécifique dans le contrat.

Rendu droits acquittés (DDP) point de livraison a l'article 7.4.5 selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

7.4.5 Points de livraison

La livraison des articles sera effectuée à l'adresse suivante :
RCMP Compound – Edmonton, Ab.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : David Castle
Titre : Supply Specialist
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements

Adresse : Victoria, BC
Téléphone : 250-217-6555
Courriel : david.castle@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

(Les coordonnées des personnes-ressources seront fournies au moment de l'attribution du contrat)

Nom : À déterminer
Titre : À déterminer
Organisation : À déterminer
Adresse : À déterminer
Téléphone : À déterminer
Télécopieur : À déterminer
Courriel : À déterminer

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Responsable de l'inspection

L'autorité responsable de l'inspection pour le contrat est :

(Les coordonnées des personnes-ressources seront fournies au moment de l'attribution du contrat)

Nom : À déterminer
Titre : À déterminer
Organisation : À déterminer
Adresse : À déterminer
Téléphone : À déterminer
Télécopieur : À déterminer
Courriel : À déterminer

Le responsable de l'inspection susmentionné représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de l'inspection des travaux et de l'acceptation des travaux achevés. Le responsable de l'inspection pourra être représenté sur place par

un inspecteur désigné et tout autre inspecteur du gouvernement du Canada désigné de temps à autre pour aider l'inspecteur désigné.

7.5.4 Représentant de l'entrepreneur

Nom et coordonnées de la personne responsable de la production :

Le représentant de l'entrepreneur sera déterminé au moment de l'attribution du contrat.

Nom : À déterminer
Téléphone : À déterminer
Télécopieur : À déterminer
Courriel : À déterminer

Nom et coordonnées de la personne responsable de la livraison :

Nom : À déterminer
Téléphone : À déterminer
Télécopieur : À déterminer
Courriel : À déterminer

7.6 Paiement

7.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane et les taxes applicables sont en sus.

7.6.2 Paiement des carburants, des huiles et des lubrifiants

L'entrepreneur doit fournir et payer l'ensemble des carburants, des huiles et des lubrifiants hydrauliques et autres lubrifiants en quantité suffisante pour charger complètement tous les systèmes nécessaires au fonctionnement de la machinerie et des autres biens d'équipement, de même que pour l'exécution de l'ensemble des essais.

7.6.3 Services de génie et de surveillance sur le terrain

Si des représentants du service sur le terrain ou de surveillance sont requis dans le cadre des travaux, le coût de ces services sera compris dans le prix des travaux.

7.6.4 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.6.5 Paiements d'étape - assujéti à une retenue

1. Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de **90 p.** 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
 - a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
 - b. la somme de tous les paiements d'étape effectués par le Canada ne dépasse pas **90 p.** 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
 - c. toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés;
 - d. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque l'article sera complété et livré si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.

7.6.6 Calendrier des étapes

Le calendrier des étapes **pour chaque navire** selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat est comme suit :

étapes no:	Description et livrables	Prix Ferme (\$)
A	Matériel de coque livrée au fabricant and construction soutenue commencé.	32% du prix unitaire ferme Unit Price (À déterminer à l'émission du contrat)
B	Bateau, remorque et manuel technique livrées à destination et accepter par le Canada.	65% du prix unitaire ferme Unit Price (À déterminer à l'émission du contrat)
C	Fin de la garantie de 12 mois..	3% du prix unitaire ferme Unit Price (À déterminer à l'émission du contrat)

Les étapes indiquées ci-dessus doivent être incluses et identifiées dans tous les calendriers de production.

Étape A : Payable après la livraison des matériaux aux installations de fabrication de l'entrepreneur, lorsque les documents à l'appui des prix auront été fournis au chargé de projet et que les travaux seront bien entamés.

Étape B : Payable après l'achèvement de la livraison à destination et une fois que le navire, la remorque et le manuel auront été acceptés par le Canada.

Étape C : Payable uniquement après la fin de la période de garantie de douze (12) mois :

- douze (12) mois pour les machines de propulsion et les installations auxiliaires, les raccords et les équipements divers (à l'exclusion du matériel fourni par le gouvernement);
- douze (12) mois pour la coque du navire et les travaux de soudure sur le total des vingt-quatre (24) mois pour la garantie sur la coque du navire et les travaux de soudure. En ce qui concerne les douze (12) mois restants de la garantie sur la coque du navire et les travaux de soudure, il n'y aura aucune retenue applicable.

7.7 Retenue de la garantie

Une retenue de garantie de 3 % sera appliquée à la dernière demande de paiement. Cette retenue est payable par le Canada à l'expiration de la période de retenue de la garantie qui s'applique aux travaux. Les taxes applicables seront calculées selon ce montant retenu non compensé et versées au moment où la retenue de garantie non compensée sera levée.

7.7.1 Retenue sur les travaux non complétés

En plus du montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux non complétés s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.

Les taxes applicables seront calculées selon ce montant retenu non compensé et versées au moment où la retenue de garantie non compensée sera levée.

7.8 Instructions relatives à la facturation - demande de paiement progressif

- L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#),

Demande de paiement progressif. Chaque demande doit présenter:

- (a) toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
- (b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- (c) la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.
- (d) Quality assurance documentation when applicable and/or as requested by the Contracting Authority.

Chaque demande doit être appuyée par:

- (a) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
 - (b) une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et une (1) copie de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer au responsable de contrat identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux..
4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

7.9 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;
- b. Échange de données informatisées (EDI) ;
- c. Virement télégraphique (international seulement) ;

7.10 Acceptation des travaux

Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, dressera une liste des travaux non terminés à la fin de la période des travaux. Cette liste représentera les annexes du document officiel d'acceptation du navire. Une réunion de conclusion du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour examiner et signer le formulaire PWGSC-TPSGC 1105.

- 1) L'entrepreneur doit remplir le formulaire ci-dessus en 3 exemplaires qui seront distribués par le responsable de l'inspection de la façon suivante :
- a) l'original à l'autorité contractante;
 - b) une copie au responsable technique;
 - c) une copie à l'entrepreneur.

7.11 Procédures pour modifications/écarts de conception

L'entrepreneur doit se conformer aux procédures suivantes pour les modifications et les écarts proposés par rapport au modèle spécifié dans le contrat.

L'entrepreneur doit remplir la partie 1 du formulaire [PWGSC-TPSGC 9038 \(PDF 241 KB\)](#) – ([Aide sur les formats de fichier](#)), Modification/écart de conception, et en transmettre 2 copies au responsable technique et 1 copie à l'autorité contractante.

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.14 Certification relative au soudage - contrat

1. L'entrepreneur doit s'assurer que le soudage est effectué par un soudeur certifié par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) :

a) CSA W47.2 (version courante), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium

2. En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.
3. Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable de l'inspection, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées et/ou une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagnée d'une copie de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudure, selon les normes du BCS.

7.15 Indemnisation des accidentés du travail

L'entrepreneur doit garder un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné pour toute la durée du contrat.

7.16 Niveaux de qualification

L'entrepreneur doit faire appel à des gens de métier qualifiés, certifiés (le cas échéant) et compétents et les superviser pour garantir un niveau élevé uniforme de qualité d'exécution. Le responsable de l'inspection peut demander de consulter et d'inscrire les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur. Cette demande ne doit pas être exercée indûment, mais viser uniquement à garantir que ce sont des gens de métier qualifiés qui exécutent les travaux nécessaires.

7.17 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.18 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1028 (2016-04-04);
- c) les conditions générales -2030 (2010-08-16);
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Questions des soumissionnaires et réponses du Canada;

- g) l'Annexe « D », Sous-traitants; ET
h)
i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*)

7.19 Systèmes de gestion de la qualité

1. L'entrepreneur doit disposer d'un programme d'assurance de la qualité approuvé par le responsable de l'inspection pendant l'exécution des travaux, qui aborde les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous.
2. Les éléments de contrôle de la qualité doivent comprendre à tout le moins :
 - La description du manuel ou du programme d'assurance de qualité;
 - Le plan d'inspection et d'essai;
 - L'inspection finale;
 - Les registres de contrôle de la qualité.

7.20 Réunion postérieure d'exécution des travaux

Dans un délai de trois (3) jours ouvrables suivant la réception du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour convenir des détails d'une réunion préalable aux travaux. La réunion aura lieu aux installations de l'entrepreneur, ou par téléphone ou vidéoconférence. Les frais de déplacement et de subsistance des représentants du Canada seront traités et payés par le Canada.

7.21 Calendrier du projet

1. L'entrepreneur doit fournir un calendrier de projet détaillé mis à jour en format MS Project ou l'équivalent à l'autorité contractante et au responsable technique **5 jours après l'attribution du contrat**.
2. Ce calendrier doit mettre en évidence les échéances précises des étapes énumérées ci-dessous.
 - a. la livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;
 - b. la coque et le pont complétés, mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur devra fournir une copie papier des certificats du matériel et les dessins de construction au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - c. l'armement et l'équipement électrique installés à 75 %, mais tout l'équipement et tous les composants ont été livrés à l'entrepreneur et sont disponibles pour une inspection complète. L'entrepreneur devra fournir la liste papier de l'équipement et des fournitures électriques au responsable technique/de l'inspection une semaine avant que ce dernier fasse son inspection;
 - d. la livraison des manuels techniques au Canada pour approbation (au moins 14 jours avant la date prévue pour la livraison du navire);
 - e. les tests et essais de l'entrepreneur et essais définitifs en mer exigés par l'EBT;
 - f. la livraison du navire et de la remorque au Canada pour approbation.

Remarque : Les manuels techniques approuvés ne seront pas retournés

3. Le calendrier doit être mis à jour régulièrement et être disponible dans les bureaux de l'entrepreneur pour que les représentants du Canada puissent l'examiner afin d'évaluer l'avancement des travaux.

7.22 Rapports périodiques

1. L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels sur l'avancement des travaux au responsable technique et à l'autorité contractante.
2. Le rapport périodique doit comporter trois parties :
 - a) PARTIE 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :
 - (i) le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
 - (ii) le projet respecte-t-il le budget prévu?

- (iii) le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

- b) PARTIE 2 : Un rapport narratif, concis, mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, et comprenant au moins :

- (i) une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclus, s'il y a lieu, afin de décrire l'avancement des travaux.
- (ii) une explication de tout écart par rapport au plan de travail.

7.23 Réunions d'avancement

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu dans les installations de l'entrepreneur, au besoin, généralement une fois par mois. D'autres réunions pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le gestionnaire de contrats (projet), le gestionnaire de la production (superviseur) et le gestionnaire de l'assurance de la qualité. Les réunions d'avancement comprendront en général des réunions techniques présidées par le responsable technique.

7.24 Réunions d'examen de l'avancement

Les réunions d'examen de l'avancement des travaux engloberont l'état du projet dans sa totalité à la date d'examen. L'entrepreneur doit, au minimum, faire état des renseignements suivants :

1. Les progrès à ce jour;
2. Tout écart par rapport aux progrès prévus et la mesure corrective à prendre durant la prochaine période de rapport;
3. Une explication générale des problèmes prévisibles et des solutions proposées, y compris une évaluation de l'incidence de ces solutions sur le contrat du point de vue des échéanciers, du rendement technique et des risques. Les solutions proposées doivent préciser les efforts requis et les conséquences sur le calendrier (registre des risques);
4. Les changements proposés au calendrier;
5. L'avancement des mesures de suivi, les problèmes ou les questions particulières;
6. Les produits livrables présentés avant les réunions d'examen de l'avancement des travaux;
7. Les jalons (techniques et financiers);
8. Les activités prévues pour la prochaine période de rapport;
9. L'état de tout avis ou demande de modification;
10. Toute modification apportée au plan de gestion du projet;
11. Toute autre affaire convenue entre le CANADA et l'entrepreneur.

7.25 Clause du guide des CCUA

A1009C – Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
B9028C – Accès aux installations et à l'équipement,	2007-05-25
D0018C – Livraison et déchargement	2007-11-30
D2000C – Marquage	2007-11-30
D2001C – Etiquetage	2007-11-30
D9002C – Ensembles incomplets	2007-11-30
H4500C – Droit de rétention - article 427 de la Loi sur les banques	2010-01-11

7.26 Manuels

1. L'entrepreneur doit obtenir et fournir au responsable technique pour approbation l'ensemble des relevés de données, des guides d'instructions, des manuels d'entretien et des listes de pièces de

rechange (y compris les numéros de pièce et les instructions pour la commande) pour la totalité des machines et des biens d'équipement installés sur le navire, au besoin. Une fois approuvés par le responsable technique, l'entrepreneur doit fournir deux (2) copies papier et une copie électronique conformément à l'Annexe A.

2. Dans les cas où le Canada examine les manuels, cet examen n'aura pas pour effet de dégager l'entrepreneur de toute responsabilité en vertu du contrat, ni d'assurer l'exactitude de tous les détails et la qualité d'exécution du navire, ni non plus d'obliger le Canada à accepter, en partie ou en totalité, une unité d'œuvre réalisée conformément à ces manuels, ni de confirmer que cette unité d'œuvre respecte l'Annexe A.

7.27 Exigences en matière d'assurance

1. L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues aux **articles 7.27.1 et 7.27.2** ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.
2. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
3. L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les **10 jours ouvrables** suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.27.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. Le contrat d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, le contrat doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la

couverture prévue. De plus, le contrat doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été émis à chacun d'eux.

- f) Responsabilité contractuelle générale : Le contrat doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées, couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation du contrat.
- k) S'il s'agit d'un contrat sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en défense conjointe dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette défense conjointe. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

7.27.2 Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la [Loi sur la responsabilité en matière maritime](#), L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement concernant les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par RCMP et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
 - c. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
 - d. Responsabilité réciproque et séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - e. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1985, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné conformément à la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

7.28 Inspection and Acceptance

The Technical Authority is the Inspection Authority. All reports, deliverable items, documents, goods and all services rendered under the Contract are subject to inspection by the Inspection Authority or representative. Should any report, document, good or service not be in accordance with the requirements of the Statement of Work and to the satisfaction of the Inspection Authority, as submitted, the Inspection Authority will have the right to reject it or require its correction at the sole expense of the Contractor before recommending payment.

7.29. Acceptation

1. La réception provisoire du navire par le Canada se fera en signant un certificat conforme au formulaire **TPSGC 1105** au moment de l'achèvement satisfaisant du navire et de tous les essais. La signature de ces certificats ne dégage pas pour autant l'entrepreneur de toutes ses obligations en vertu du contrat.
2. Il est entendu et convenu que lorsque les travaux seront essentiellement achevés et que les parties se seront entendues sur les modalités selon lesquelles l'entrepreneur devra corriger toutes les lacunes, le certificat visé ci-dessus pourra être signé en y joignant une déclaration concernant la correction des lacunes par l'entrepreneur.
3. Le navire sera accepté définitivement par le Canada à la fin de la période de garantie de 12 mois et lorsque tous les comptes entre les parties auront été réglés relativement à ce contrat.

ANNEXE – A - ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES (CONTRAT)

Table des matières

1.0	PORTÉE.....	3
2.0	GÉNÉRALITÉS	3
3.0	PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE	3
4.0	CARACTÉRISTIQUES DE L'EMBARCATION.....	3
4.1.	Caractéristiques physiques:.....	3
4.2.	Conditions de charge normales	4
5.0	EXIGENCES EN MATIÈRE DE JAUGEAGE DE L'EMBARCATION.....	4
6.0	RENDEMENT OPÉRATIONNEL.....	4
7.0	NORMES DE CONSTRUCTION	4
8.0	PRATIQUES DE CONSTRUCTION	5
9.0	CONCEPTION ERGONOMIQUE	5
10.0	MATÉRIAUX – GÉNÉRALITÉS	5
11.0	CONSTRUCTION DE LA COQUE	5
12.0	CONSTRUCTION ET ARMEMENT DU PONT	6
13.0	APPRÊT ET PEINTURE	7
14.0	AMÉNAGEMENT DU COCKPIT	7
14.1	Fenêtres	7
14.2	Console.....	7
14.3	Matériel électronique	8
14.4	Sièges	8
14.5	Auvent Bimini	8
15.0	SYSTÈME D'HYDROPROPULSION.....	8
15.1	Installation.....	8
15.2	Compartiment moteur.....	9
15.3	Réduction du bruit.....	9
16.0	CIRCUITS D'ALIMENTATION EN CARBURANT.....	10
17.0	BARRE ET TUYAUTERIE	10
18.0	CIRCUITS ÉLECTRIQUES – GÉNÉRALITÉS	10
18.1	Batteries	11
18.2	Câblage	11
19.0	NAVIGATION.....	11
20.0	POMPAGE ET VIDANGE	12
21.0	MATÉRIEL DE SÉCURITÉ	12
22.0	ESSAIS EN MER – ENTREPRENEUR	12
23.0	ESSAIS EN MER – CANADA	12
24.0	REMORQUE	13
25.0	INSPECTION FINALE	14
26.0	EMBALLAGE ET EXPÉDITION	14
27.0	ACCEPTATION	14
28.0	MANUEL TECHNIQUE DE L'UTILISATEUR.....	14
28.1	Renseignements d'ordre général ;	14
28.2	Renseignements techniques ;.....	15
28.3	Liste de pièces de rechange de départ;.....	15
28.4	Liste de maintenance préventive.....	15

1.0 PORTÉE

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) souhaite se procurer un (1) embarcations hydropropulsées complètes en aluminium entièrement soudé de 5,2 m de longueur, avec remorques. Il est prévu que les embarcations soient construites à partir de formes de coques de série pour petites embarcations de travail ou commerciales avec un minimum de personnalisation, dont il sera question aux présentes. Chaque embarcation hydropropulsée appuiera les diverses activités relatives au maintien de l'ordre, notamment les patrouilles, le transport de personnel, ainsi que les opérations de recherche et sauvetage des détachements isolés et semi-isolés de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Les secteurs d'exploitation de cette embarcation incluront de petits lacs et leurs réseaux fluviaux attenants, de même que des cours d'eau anastomosés peu profonds. Les embarcations hydropropulsées seront basées à terre et seront souvent mises à l'eau et récupérées par remorque sur divers types de rampes.

2.0 GÉNÉRALITÉS

- 2.1** L'embarcation hydropropulsée de 5,2 m doit comporter une plate-forme surbaissée, un pare-brise à passage intégré et une porte/rampe à la proue.
- 2.2** À moins qu'il ne soit indiqué qu'il s'agit de matériel fourni par le gouvernement (MFG), la totalité des composants, de l'équipement et des matériaux doit être fournie par l'entrepreneur.
- 2.3** À moins qu'il ne soit précisé qu'une marque ou un modèle d'équipement spécifique doit être fourni sans « aucune exception », un équipement équivalent ou supérieur pourrait être accepté. De la documentation à l'appui doit alors être fournie.
- 2.4** L'embarcation hydropropulsée doit être conçue et construite de façon qu'il soit facile d'en assurer l'entretien et la réparation, et que les installations commerciales et les fournisseurs locaux puissent en assurer le soutien facilement.
- 2.5** Tout le matériel et tous les composants mécaniques, auxiliaires, électroniques et électriques installés à bord des embarcations doivent pouvoir être remplacés ou réparés au Canada en moins de 30 jours.
- 2.6** Pour faciliter le remplacement et l'interchangeabilité des pièces, de même que l'entretien et la formation des opérateurs, l'entrepreneur doit normaliser le choix du matériel, des raccords et des méthodes de fabrication dans la mesure du possible. L'ensemble des composants et de l'équipement doit être d'un modèle actuellement en production.

3.0 PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE

- 3.1** Le soumissionnaire doit présenter une proposition qui démontre clairement que les embarcations hydropropulsées et l'équipement offerts respectent ou surpassent les exigences obligatoires spécifiées aux présentes.
- 3.2** Le soumissionnaire doit soumettre les dessins énumérés ci-dessous, sur chacun desquels doit être clairement indiqué le type de dessin dont il s'agit. Un maximum de détails doit être fourni afin de démontrer clairement que le soumissionnaire satisfait aux exigences énoncées aux présentes. Tous les dessins doivent donner les dimensions des embarcations hydropropulsées.
 - A) Plan d'ensemble;
 - B) Vue de profil;
 - C) Emplacement du réservoir de carburant et des dispositifs de remplissage et de ventilation;
 - D) Emplacement et disposition des pompes de cale;
 - E) Plan de formes.

4.0 CARACTÉRISTIQUES DE L'EMBARCATION

- 4.1** Caractéristiques physiques
 - A) Longueur maximale (coque seulement) : 5.0 – 5.2 meters (maximum)
 - B) Largeur maximale (fond de la coque) : 1.8 – 2.14 meters
- 4.2** Conditions de charge normales
 - A) Équipage de 4 personnes (520 kg);
 - B) Réservoirs de carburant pleins;
 - C) Équipement et fournitures (125 kg)

5.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE JAUGEAGE DE L'EMBARCATION

- 5.1 Le formulaire intitulé « Méthode de jaugeage simplifiée » doit être rempli pour chaque embarcation hydropropulsée.

6.0 RENDEMENT OPÉRATIONNEL

- 6.1 Le rendement doit être celui obtenu lorsqu'il ne vente pas, en eau douce dans des conditions de charge normales, et être adéquat. L'embarcation hydropropulsée doit avoir une durée de vie d'au moins quinze ans pendant lesquelles elle est utilisée entre 100 et 300 heures par an.

- A) Vitesse maximale souhaitée : 32 à **40** nœuds;
- B) Durée : 2 h à vitesse maximale;
- C) Autonomie : 120 milles marins à la vitesse de croisière, avec une réserve de carburant de 10 %;
- D) Puissance de croisière au régime moteur recommandé par le fabricant du moteur pendant 4 h;
- E) Fonctionnement à vitesse réduite (environ 1 500 tr/min) pendant 4 h.

- 6.2 Profondeur de carène – 5,2 m : l'embarcation doit être entièrement opérationnelle par 0,2 m de fond en déjaugeage et être capable d'effectuer des manœuvres de base par 0,3 m de fond.

- 6.3 Toutes les structures et tous les composants (coque, console, sièges, etc.) doivent être assez résistants pour supporter, en condition de charge normale ou maximale, les charges d'impact latérales et verticales qui correspondent aux conditions du profil opérationnel de l'embarcation.

- 6.4 La condition de charge maximale doit être calculée pour les deux conceptions d'embarcation hydropropulsée afin de déterminer le nombre maximum de personnes et le poids admissibles pour chacune des catégories de conception identifiées dans la norme ISO 12217-1 « Petits navires – Évaluation et catégorisation de la stabilité et de la flottabilité – Partie 1 : Bateaux à propulsion non vélique d'une longueur de coque supérieure ou égale à 6 m » et par Transports Canada. La ou les conditions de charge maximale doivent être clairement identifiées sur la plaque du « constructeur ».

- 6.5 Conditions environnementales – L'embarcation doit pouvoir être utilisée dans les conditions suivantes, de jour comme de nuit :

- A) Température moyenne de l'air ambiant : de -10 à 30 °C;
- B) Hauteur des vagues : 0 à 3,0 m;
- C) Vitesse des vents : 0 à 30 nœuds;
- D) Fonctionner sous les embruns givrants ou la pluie verglaçante avec des accumulations allant jusqu'à 6,0 mm.

- 6.6 L'embarcation hydropropulsée doit pouvoir fonctionner à des vitesses variables dans les conditions environnementales énumérées ci-dessus, et ce, tout en demeurant stable.

7.0 NORMES DE CONSTRUCTION

- 7.1 Les embarcations hydropropulsées doivent être construites conformément aux normes suivantes et s'y conformer :
- 7.2 « Normes de construction des petits bâtiments » (TP 1332) de Transports Canada et normes de l'American Bureau Yacht Council (ABYC), s'il y a lieu (dernières éditions);
- 7.3 Norme C22.2 n° 183.2-M1983 (R1999) de l'Association canadienne de normalisation (CSA), intitulée « Installations électriques à courant continu (c.c.) à bord des bateaux »;

- 7.4 Tout le soudage de l'aluminium doit être effectué par une entreprise qui est certifiée conformément à la norme W47.2M 1987 de la CSA, intitulée « Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium » (division 2.1);
- 7.5 Équipement de sécurité – TP 14070 – Guide de sécurité des petits bâtiments commerciaux
- 7.6 Remorque – TP 13136

8.0 PRATIQUES DE CONSTRUCTION

- 8.1 Tous les matériaux et tout l'équipement doivent être entreposés, installés et mis à l'essai conformément aux exigences, recommandations et lignes directrices du fabricant.
- 8.2 Tous les bords grossiers et les coins à angle aigu doivent être arrondis uniformément et rendus ergonomiques.
- 8.3 Les embarcations et l'ensemble de leurs composants doivent être exempts de vibrations localisées qui pourraient mettre en danger leur équipage, endommager leur structure ou nuire à l'exploitation ou à l'entretien de leurs machines ou systèmes.
- 8.4 Tout l'équipement doit être accessible en vue de son utilisation, de son inspection, de son nettoyage et de sa maintenance. Des mesures doivent être prises pour éviter toute usure et tout dommage aux embarcations, ainsi que toute corrosion ou détérioration. L'équipement doit demeurer protégé de l'environnement.

9.0 CONCEPTION ERGONOMIQUE

- 9.1 Les embarcations hydropropulsées doivent être conçues de façon à assurer l'accessibilité, la visibilité, la lisibilité, l'efficacité et le confort, et ce, pour des personnes de divers gabarits, d'une taille d'environ « 5 pi à 6 pi 4 po », portant de l'équipement et des vêtements pour temps froid.
- 9.2 L'embarcation doit disposer de suffisamment d'espaces de rangement étanches pour les petites pièces d'équipement dans les espaces vides sous les sièges et, si possible, dans les consoles. Les compartiments d'entreposage doivent être verrouillables, fixés à l'aide de dispositifs de sécurité et utilisables par quelqu'un qui a les mains gantées ou insensibles.

10.0 MATÉRIAUX – GÉNÉRALITÉS

- 10.1 Tous les matériaux doivent être résistants à la corrosion et convenir à l'utilisation décrite à la section portant sur les conditions environnementales. Tous les matériaux généralement exposés aux rayons du soleil doivent résister à la dégradation causée par les rayons ultraviolets.
- 10.2 Tous les métaux de nature différente doivent être isolés les uns des autres.
- 10.3 Un alliage d'aluminium 5086 ou H116 doit être utilisé pour les plaques. Un alliage d'aluminium 6061-T6 (anodisé) qui convient à l'alliage d'apport de type 5356 doit être utilisé pour les profilés extrudés et les tuyaux et les tubes soudés.
- 10.4 Tout l'acier inoxydable utilisé doit être de type 316L ou 316. Tous les dispositifs de fixation directement vissés dans les alliages d'aluminium doivent être enduits et vissés dans une épaisseur appropriée d'aluminium.
- 10.5 Tous les dispositifs de fixation directement vissés dans les alliages d'aluminium doivent être enduits et vissés dans une épaisseur appropriée d'aluminium.
- 10.6 Des plaques d'appui ou des rondelles en acier inoxydable ou en aluminium doivent être utilisées si nécessaire.
- 10.7 Lorsque des écrous peuvent devenir inaccessibles après le montage des embarcations, des écrous imperdables doivent être utilisés pour permettre le remontage et prévenir la fuite. Sauf spécification contraire, il est impératif d'installer des écrous autofreinés afin d'empêcher les dispositifs de fixation de se desserrer à la suite de chocs et de vibrations.

11.0 CONSTRUCTION DE LA COQUE

- 11.1 La coque doit être de conception monocoque en « V » avec un plat de bouchain vif inverse qui va jusqu'à l'étrave.
- 11.2 La conception de la coque doit comporter des virures de levage pour permettre l'accessibilité en eau peu profonde.
- 11.3 La coque doit contenir de la mousse de flottaison pour assurer stabilité et flottabilité positive en situation d'envahissement par les eaux. La mousse de flottaison utilisée doit être à faible propagation de flamme et de fumée.
- 11.4 La forme de la coque ne doit pas nuire à l'écoulement de l'eau vers l'unité de propulsion; de plus, elle doit éloigner les embruns et les vagues du personnel qui se trouve à bord.
- 11.5 Limiter dans la mesure du possible le poids de l'embarcation afin d'en faciliter la manipulation lorsqu'elle est échouée en cas d'urgence.
- 11.6 La coque doit être dotée de membrures transversales, ainsi que de serres longitudinales sur toute la hauteur de la coque, du fond de la coque jusqu'au pont.
- 11.7 Le soudage doit être continu pour la coque, le pont et le tableau, y compris dans toutes les zones soumises à la corrosion, aux vibrations et aux chocs.
- 11.8 La coque doit posséder un bordé des fonds et de bouchain de 3/16 po d'épaisseur et un bordé latéral d'au moins 1/8 po d'épaisseur.
- 11.9 Le bordé des fonds doit être renforcé par une quille à « plaquette en triangle » de 3/8 po d'épaisseur.
- 11.10 Un revêtement de masse moléculaire très élevée étanche doit être appliqué sur le bordé des fonds et de bouchain (mais pas sur la quille à « plaquette en triangle »).
- 11.11 Le tableau doit avoir une charpente très robuste pour supporter la propulsion.
- 11.12 Un anneau de remorquage doit être intégré à l'étrave pour attacher l'amarre avant ou le crochet de remorquage à la proue. L'anneau doit permettre le remorquage à vitesse de déjaugage en conditions de charge normales en assiette nulle dans une eau calme, et ce, sans que l'embarcation ni l'anneau ne subissent de dommages. L'anneau de remorquage ne doit pas saillir de la ligne d'étrave.
- 11.13 Le fond de la coque doit être doté d'anodes consommables en zinc à faible teneur en fer. Les anodes doivent être fixées à l'aide de boulons en acier inoxydable à des supports/plaques de renfort soudés. Les boulons doivent être bien fixés.

12.0 CONSTRUCTION ET ARMEMENT DU PONT

- 12.1 Le pont et la coque doivent être faits de matériaux semblables.
- 12.2 Le pont doit se vider automatiquement au moyen de sabords de décharge antiretour ou de « trompes d'éléphant » à l'intérieur du tableau. Ceux-ci doivent être conçus de façon à drainer efficacement et rapidement le pont lorsque l'embarcation hydropropulsée est à vitesse lente ou à l'arrêt complet.
- 12.3 Des écoutes à fermeture à tourniquet étanches doivent être aménagées sur l'axe longitudinal pour permettre l'accès aux compartiments situés sous le pont.
- 12.4 Un garde-corps tubulaire surbaissé doit être installé à l'avant de l'embarcation. Celui-ci doit se prolonger de chaque côté du pare-brise, jusqu'à la baille à mouillage. Le garde-corps ne doit pas obstruer la vue depuis le poste de barre ou le poste du navigateur. Le garde-corps doit être fait de tubes d'aluminium de ¾ po de diamètre soudés au pont.

- 12.5 Un casier à ancrs à drainage automatique et verrouillable doit être installé à la proue. Il doit avoir une dimension suffisante pour permettre d'y ranger et d'en retirer facilement l'ancre, le câble et d'autre matériel. Le couvercle doit être à l'épreuve des intempéries, recouvert d'un produit antidérapant et muni d'un joint d'étanchéité. Le matériau utilisé doit être l'aluminium soudé.
- 12.6 Un davier d'étrave doit être solidement fixé à l'avant de l'embarcation. Six taquets en aluminium doivent être soudés aux plats-bords : deux à l'avant, deux à mi-longueur et deux à l'arrière de l'embarcation.
- 12.7 Au moins cinq dispositifs d'arrimage rabattables en acier inoxydable doivent être encastrés dans le pont pour arrimer de l'équipement le long des côtés et du tableau de l'embarcation : un à l'avant, un à mi-longueur et un à l'arrière.
- 12.8 Un plateau pleine longueur doit être aménagé, de chaque côté de l'embarcation, pour permettre l'entreposage sécuritaire de petits articles. Le matériau utilisé doit être l'aluminium soudé.
- 12.9 Chaque coin du tableau doit être doté d'un garde-corps comportant au moins trois montants encastrés dans des douilles. Le garde-corps doit s'étendre de trois pieds à l'avant et de trois pieds à l'arrière autour du tableau. Une barrière d'accès doit être fournie et fixée à l'aide de crochets pélican au montant extérieur de chaque côté du tableau. Le garde-corps doit être en tubes d'aluminium de ¾ po de diamètre. Chaque montant doit être doté d'une goupille à dégagement rapide.
- 12.10 Des anneaux doivent être aménagés sur la face extérieure du tableau pour arrimer l'embarcation sur la remorque.
- 12.11 Le centre du tableau doit avoir deux montants en aluminium soudé qui s'emboîtent dans une douille fixée au pont. Le montant doit pouvoir être retiré de la douille en enlevant la goupille de verrouillage. Des trous doivent être percés de façon transversale pour la goupille qui retient le montant à la douille.

13.0 APPRÊT ET PEINTURE

- 13.1 Avant que les embarcations ne soient peinturées, toutes les arêtes vives doivent être arrondies de façon ergonomique et toutes les marques de meulage, tous les traits de crayon ou de marqueur magique et toutes les traces de fumées de soudage doivent être effacés. Tous les efforts nécessaires doivent être déployés pour s'assurer que la face extérieure de la coque soit lisse d'apparence et au toucher.
- 13.2 La coque doit être préparée, apprêtée et peinturée de façon à assurer une adhérence durable de la peinture, sans formation de cloques. De la peinture de qualité marine doit être utilisée. Au moins deux couches de finition blanches de 4 à 5 mm d'épaisseur chacune doivent être appliquées.
- 13.4 Les surfaces sur lesquelles on marche sur les plats-bords et à la proue doivent être revêtues d'un produit antidérapant durable noir mat de qualité commerciale.
- 13.5 Le plancher du poste de pilotage, le plancher à l'intérieur du rouf et le dessus du compartiment moteur doivent être revêtus d'un produit antidérapant durable noir mat de qualité commerciale et qui convient à une utilisation en milieu maritime.

14.0 AMÉNAGEMENT DU COCKPIT

14.1 Fenêtres

- A) Toutes les fenêtres doivent être en verre de sécurité trempé de ¾ po d'épaisseur et porter la marque du fabricant confirmant la construction. Elles doivent être encastrées dans des cadres en aluminium soudé. Les fenêtres doivent être bien scellées pour s'assurer qu'elles sont étanches à l'eau. L'entrepreneur doit fournir des documents pour confirmer que le verre installé satisfait à l'exigence.
- B) Tous les pare-brise doivent être dotés de trois fenêtres individuelles. La fenêtre centrale du pare-brise doit pouvoir s'ouvrir, tandis que les deux autres fenêtres avant et les

fenêtres latérales doivent être fixes. Une main courante en aluminium soudé doit être aménagée le long du dessus des fenêtres.

- C) La fenêtre centrale doit être dotée d'une charnière latérale et s'ouvrir en pivotant à bâbord pour permettre d'accéder au pont avant. Elle doit être dotée de mécanismes lui permettant d'être solidement maintenue en position ouverte ou fermée.
- D) Un essuie-glace à bras pantographe doit être installé sur chacune des fenêtres fixes du poste de barre, à bâbord comme à tribord. Un système de lave-glace doit être inclus. Un sélecteur permettant d'activer les essuie-glaces de façon indépendante doit être installé à la barre.

14.2 Console

- A) Une console pleine longueur en aluminium soudé, comprenant à la fois le poste de barre et le poste du navigateur, doit être construite. Le poste de barre doit être situé à tribord et le poste du navigateur doit être situé à bâbord.
- B) La console doit être aménagée de façon ergonomique pour faciliter l'accès aux commandes et aux panneaux électriques et offrir une bonne vue des instruments de navigation et de propulsion. Avant de procéder à l'installation, l'entrepreneur doit fournir un schéma de l'aménagement proposé au responsable technique / responsable de l'inspection aux fins d'examen et d'approbation.
- C) Le rouf situé sous l'avant doit être doté d'un rail (une marche) en aluminium pleine longueur pour éviter que des articles ne glissent jusque dans le cockpit.
- D) Une marche doit être aménagée à la hauteur de la fenêtre centrale.
- E) Une main courante en aluminium soudé doit être installée sur la console de manière à ne pas gêner l'utilisation des commandes qui s'y trouvent.
- F) Deux prises d'alimentation de 12 V pour accessoires doivent être installées sur le tableau de bord : une à bâbord et l'autre à tribord.
- G) Un compartiment de rangement doit être aménagé au poste de barre et un autre doit être aménagé au poste du navigateur. Ces compartiments doivent être de dimension suffisante pour permettre le rangement d'articles personnels. Ils doivent être verrouillables et être accompagnés de deux clés.

14.3 Matériel électronique

- A) Toute la quincaillerie et tout l'équipement électriques doivent être installés conformément aux spécifications du fabricant. Tout l'équipement électrique installé à bord de l'embarcation doit pouvoir fonctionner simultanément avec tout matériel électronique installé à bord, et ce, sans causer d'interférences avec ce matériel ou le compas magnétique.
- B) Poste de barre – Un ensemble de système mondial de localisation (GPS) / traceur de route / échosondeur de marque Lowrance (modèle Elite-7Ti) avec cartes C-Maps Max des lacs du Canada (dernière version) doit être installé.
- C) Poste de barre – Le plus récent modèle de compas à lecture directe avec lumière de marque Ritchie Helmsman, ou l'équivalent, doit être monté sur le tableau de bord, au centre de la roue de gouvernail. Le compas doit être muni de son propre gradateur étanche de qualité marine et doit être réglable pour corriger la déviation.
- D) Poste du navigateur – Une radio marine à très haute fréquence (VHF) de marque Standard Horizon (modèle GX5500S) avec antenne Morad de 4 pi doit être installée. Aucune exception. La radio de police sera installée par la GRC après la livraison des embarcations.

14.4 Sièges

- A) Les sièges doivent être de construction robuste et être capables de soutenir un poids d'au moins 130 kg en toute sécurité. Le revêtement des sièges doit être fait de matériaux de qualité marine résistants aux déchirures, aux perforations et à la détérioration causée par l'exposition aux éléments.
- B) Les compartiments de rangement doivent être faits d'aluminium soudé. Ils doivent être dotés d'une charnière, d'un joint d'étanchéité et de robustes moraillons à ressort avec cadenas. Des coussins rembourrés avec de la mousse d'au moins 2 po d'épaisseur doivent être fixés sur le dessus au moyen de boutons-pression. Les compartiments doivent être suffisamment grands pour permettre d'y ranger des gilets de sauvetage et d'autres petits articles. Ils doivent être situés sur l'arrière, à bâbord et à tribord, et il doit être possible de marcher de chaque côté des deux compartiments de rangement, dans la mesure du possible.
- C) Le siège du barreur et le siège du navigateur doivent être solidement montés sur une colonne à socle coulissant. Chaque siège doit être doté d'un dossier rabattable, réglable vers l'avant, vers l'arrière et en hauteur. Les sièges doivent être gris foncé.

14.5 Auvent Bimini

- A) L'auvent Bimini (abri de passerelle pare-soleil démontable) doit être conçu pour offrir une protection contre les éléments du pare-brise jusqu'au tableau. La garde au toit minimale doit être de 6 pi 4 po partout sous l'auvent. L'auvent Bimini doit être de qualité commerciale et pouvoir résister aux diverses conditions environnementales à la vitesse maximum tout en conservant sa forme et son intégrité. Des fermetures à glissière protégées contre les intempéries doivent être installées sur l'auvent pour permettre d'accéder au cockpit à bâbord, à tribord et depuis le tableau à l'arrière. De grands panneaux de plastique transparent doivent fournir de bonnes lignes de visibilité vers l'arrière, vers l'avant et des deux côtés de l'embarcation. L'auvent Bimini doit être fait d'un matériau bleu de marque Sunbrella ou l'équivalent. Le cadre de l'auvent doit être fait d'acier inoxydable, être facile à enlever et être situé de manière à ne pas gêner l'embarquement et le débarquement. L'auvent Bimini doit être attaché au cadre au moyen de boutons-pression robustes.
- B) Une housse de transport de même couleur et faite du même matériau doit être fournie. Un panneau de vinyle rembourré de dimension adéquate doit être fourni pour offrir une protection supplémentaire au pare-brise. Le panneau de protection du pare-brise doit se fixer facilement à la housse de transport.

15.0 SYSTÈME D'HYDROPROPULSION

- A) L'entrepreneur doit fournir et installer un système d'hydropropulsion complet pour satisfaire à l'exigence liée à la vitesse maximale. Fournir et installer un moteur (auxiliaire) hors-bord manuel de 9,9 HP.

- B) Des correcteurs d'assiette doivent être posés sur le tableau arrière à bâbord et à tribord. Ils doivent pouvoir être ajustés manuellement.

15.1 Installation

- A) Chaque moteur, de même que l'équipement, les composants et les accessoires qui y sont associés, doivent être approuvés et installés conformément aux recommandations du fabricant des moteurs.
- B) L'ensemble d'instruments doit comprendre, à tout le moins, un tachymètre, un indicateur de température, un indicateur de niveau de carburant, un horomètre et un voltmètre. Les indicateurs doivent avoir une taille adéquate et être installés de façon à être visibles. Les indicateurs doivent être numériques, s'il y a lieu.
- C) Le circuit d'allumage doit être doté d'un coupe-circuit principal à cordon.
- D) Un gradateur doit permettre de régler l'intensité de l'éclairage du tableau de bord.
- E) La lumière du compas doit être dotée de son propre gradateur.
- F) Les commandes doivent être compatibles avec un usage commercial et être situées de façon à ce que l'utilisation d'une commande ou de la barre n'actionne pas ou ne désactionne pas par inadvertance n'importe laquelle des autres commandes. Les câbles de commande doivent être enfermés dans un tube de protection.
- G) Une turbine en acier inoxydable doit être fournie et installée pour chaque hydropropulseur.
- H) Un treillis d'abordage doit être installé au-dessus de l'hydropropulseur pour servir de protecteur et pour installer le moteur auxiliaire de 9,9 HP. Le treillis doit pouvoir être retiré facilement et être positionné de manière à permettre l'inspection, la réparation et le retrait de l'hydropropulseur. Le matériau utilisé doit être l'aluminium soudé. La surface doit être recouverte d'un matériau antidérapant. On peut utiliser du ruban antidérapant. La couleur doit être le noir mat.
- I) Le moteur (auxiliaire) hors-bord doit être monté sur un support pivotant de dimension adéquate conçu pour supporter le poids du moteur en toute sécurité. Le support doit permettre de verrouiller le moteur en position d'utilisation et en position de repos (à l'horizontale). Un mécanisme à dégagement rapide doit être compris.
- J) À tout le moins, la pose des commandes, la lubrification, les circuits de carburant et les raccords de batterie doivent être vérifiés par le représentant autorisé du fabricant du moteur.
- K) Aucun moteur et aucun composant qui pourraient annuler la garantie du fabricant ne doivent être utilisés, et aucun essai ne doit être effectué sur les moteurs si cela risque d'annuler d'une façon ou d'une autre la garantie du fabricant.
- L) Tous les composants du système de propulsion doivent être garantis par l'équipementier pour la durée standard prévue.

15.2 Compartiment moteur

- A) Le moteur doit être enfermé dans un compartiment en aluminium soudé de dimension adéquate. Le compartiment doit disposer d'un seuil surélevé pour réduire la quantité d'eau qui y pénètre.
- B) Le compartiment doit être encastré dans le pont pour que le dessus puisse servir d'aire de travail.

- C) Le compartiment doit être conçu de manière à s'ouvrir vers l'avant, pouvoir demeurer en position ouverte et se fermer solidement. Un joint d'étanchéité adéquat doit être installé tout le tour du compartiment moteur.
- D) Le matériau ignifuge et insonorisant le plus approprié doit être installé à l'intérieur du compartiment.
- E) Le compartiment moteur et le compartiment du réservoir de carburant doivent être munis de dispositifs de ventilation passive et électrique de la proue à la poupe. Un détecteur de chaleur adéquat doit être installé à l'intérieur et relié à une alarme située à la barre.

15.3 Réduction du son

- A) Tous les efforts doivent être déployés pour ne pas dépasser 85 décibels (dB) à la barre à une vitesse de croisière de 4 000 tr/min.
- B) Des panneaux de contreplaqué insonorisés doivent être installés sur le tableau et la muraille dans la zone du tableau.
- C) Des silencieux personnalisés ou approuvés par le fabricant doivent être installés. La contre-pression à l'échappement doit être mesurée et correspondre aux spécifications du système d'échappement approprié pour le moteur.
- D) Des bâtis antivibratiles doivent être fournis et installés.

16.0 CIRCUITS D'ALIMENTATION EN CARBURANT

- 16.1 Les circuits d'alimentation en carburant doivent satisfaire ou surpasser toutes les exigences des « Normes de construction des petits bâtiments » (TP 1332) et les plus récentes normes de l'ABYC.
- 16.2 Les circuits d'alimentation en carburant doivent être disposés de manière à ce qu'il soit facile d'y accéder aux fins d'entretien et de réparation. Les conduites de carburant doivent être protégées contre l'usure par frottement et l'usure ordinaire. Le robinet d'arrêt du réservoir de carburant doit être facilement accessible et doit être clairement étiqueté en anglais.
- 16.3 Un filtre séparateur de carburant/d'eau doit être monté à un endroit facile d'accès sur la canalisation menant à chaque moteur, pour permettre de vider le bol de récupération des sédiments. Le filtre utilisé doit être un filtre RACOR 320 ou l'équivalent.
- 16.4 Les ouvertures du tuyau de remplissage doivent être montées à la surface, sur le plat-bord, et indiquer clairement le type de carburant à employer.
- 16.5 Les dispositifs de mise à l'air libre du réservoir de carburant doivent être munis d'un clapet antiretour avec écran anti-éclair.

17.0 BARRE ET TUYAUTERIE

- 17.1 Lorsque des connexions flexibles sont requises pour les circuits de carburant et de direction, des flexibles adéquats aux extrémités serties en permanence ou réutilisables doivent être employés. Les raccords, les brides et les boulons doivent être en acier inoxydable.
- 17.2 Un système de direction complet compatible avec le moteur spécifié doit être fourni et installé conformément aux recommandations du fabricant du moteur. Les flexibles de direction doivent être acheminés sous le pont et montés sans points de pincement ou de frottement.
- 17.3 L'interface entre la roue de gouvernail et la console doit être renforcée pour éliminer le déplacement avant-arrière ou latéral du mécanisme de gouvernail et de l'arbre de direction. La roue de gouvernail doit être en acier inoxydable ou en aluminium à haute résistance recouvert de caoutchouc ou de plastique.

18.0 CIRCUITS ÉLECTRIQUES – GÉNÉRALITÉS

- A) Toute la quincaillerie et tout l'équipement électriques doivent être installés conformément aux spécifications du fabricant. Tout l'équipement électrique installé à bord des embarcations doit pouvoir fonctionner simultanément avec tout autre matériel électronique installé à bord, et ce, sans causer d'interférences avec ce matériel ou le compas magnétique.
- B) Un tableau de disjoncteurs de 12 volts comportant des disjoncteurs pour chaque accessoire installé et 5 disjoncteurs supplémentaires pour de l'équipement additionnel (y compris la radio de police qui sera installée après la livraison des embarcations) doit être installé. Le nombre de connexions électriques fourni doit être suffisant. Tous les disjoncteurs doivent être clairement étiquetés en anglais. Le tableau doit comporter un ampèremètre numérique pour indiquer la tension, la consommation de courant et la charge restante.
- C) Un circuit de distribution de 12 V c.c. doit être prévu pour fournir les charges de démarrage du moteur et l'alimentation de service de l'embarcation. La batterie de démarrage doit servir aux charges de servitude du moteur uniquement.
- D) Les charges de servitude comprennent :
 - i. la navigation, l'éclairage intérieur et extérieur;
 - ii. l'équipement électrique;
 - iii. les instruments;
 - iv. les pompes de cale.

18.1 Batteries

- A) Les batteries doivent être des batteries marines de 12 V à décharge poussée sans entretien capables de satisfaire aux charges des moteurs et aux charges auxiliaires des embarcations hydropropulsées. Une batterie pour service domestique avec relais de charge automatique doit également être fournie.
- B) Les batteries doivent être branchées conformément aux spécifications techniques du fabricant des moteurs.
- C) Le commutateur de sélection des batteries doit être homologué et être installé à un endroit sûr pour éviter de l'accrocher ou de l'actionner accidentellement.
- D) Un compartiment de batterie doit être fourni pour chaque batterie. Le compartiment doit être aménagé de façon à permettre d'accéder facilement aux batteries pour les réparer ou les retirer. Le compartiment doit être étanche aux intempéries et doté d'un dispositif d'évacuation des gaz approprié.

18.2 Câblage

- A) Tous les câbles d'alimentation électrique et d'éclairage doivent être de taille suffisante pour leur fonction prévue.
- B) Dans la mesure du possible, il convient de regrouper les câbles en faisceaux. Les câbles doivent être chromocodés, acheminés sous le pont ou cachés sous les plats-bords. Si les câbles sont acheminés sous le pont ou dans des compartiments remplis de mousse, ceux-ci doivent passer dans des conduits en polychlorure de vinyle (PVC) ou l'équivalent.
- C) Les câbles et les conducteurs doivent passer dans des tuyaux en PVC ou des goulottes d'une taille suffisante pour permettre d'y acheminer d'autres câbles sans problème. Les câbles qui ne sont pas acheminés dans des goulottes doivent être fixés au moyen de brides ou de colliers posés au moins tous les 18 po sur les sections horizontales et tous les 14 po sur les sections verticales. L'utilisation d'attaches autobloquantes n'est pas acceptable. Les câbles et les conducteurs qui traversent des structures sans fouloir étanche doivent être protégés contre l'usure par frottement au moyen de passe-fils résistant à l'abrasion.
- D) Tous les conduits de câbles doivent comporter un fil de tirage pour permettre l'ajout de câbles supplémentaires à une date ultérieure.

19.0 NAVIGATION

- 19.1 Tous les feux de navigation doivent répondre aux exigences relatives au secteur de visibilité et à la portée lumineuse définis dans la *Loi sur la marine marchande du Canada* et le *Règlement sur les abordages* (COLREGS).

-
- 19.2 Les feux de navigation doivent pouvoir résister aux vibrations et être protégés contre les dommages qui pourraient se produire le long du bord d'une embarcation hydropropulsée ou d'un quai. Les feux de navigation doivent être de marque Hella, modèle de la série NaviLED, ou l'équivalent. Tous les câbles et les connecteurs doivent être imperméables.
- 19.3 Les feux de navigation doivent être fixés de manière permanente aux coins des fenêtres latérales.
- 19.4 Les feux de navigation rouges ou verts (non blancs) doivent être branchés ensemble sur un disjoncteur distinct du circuit électrique de 12 V c.c.
- 19.5 Un feu de tête de mât visible sur tout l'horizon doit être fixé. L'interrupteur doit être installé à la barre.
- 19.6 Un klaxon électrique doit être posé. Le klaxon doit être actionné par le biais d'un interrupteur à ressort localisé au gouvernail. Le klaxon doit être de marque Signaltone, modèle RB-85, ou l'équivalent.
- 19.7 Un compas à lecture directe avec lumière doit être monté sur le tableau de bord, au centre de la barre. Le compas doit être muni de son propre rhéostat marin étanche et doit être réglable pour corriger la déviation. Le modèle de compas H75 de marque Ritchie Helmsman, ou l'équivalent, doit être utilisé.
- 20.0 POMPAGE ET VIDANGE**
- 20.1 Deux pompes de cale de 12 V c.c. ayant une capacité de 1 500 gal/h chacune doivent être installées dans les compartiments principaux situés sous le pont et être raccordées de façon à pomper l'eau directement par-dessus bord. Un interrupteur de commande des pompes de cale (interrupteur à flotteur Ultra® JR ou l'équivalent) avec voyant de marche doit être installé sur le tableau de bord, à la barre.
- 20.2 Un interrupteur à flotteur avec alarme visuelle et sonore pour indiquer les niveaux d'eau élevés doit être installé sur chaque pompe de cale. La commande des interrupteurs doit être située près du panneau de commande des pompes de cales, à la barre.
- 20.3 Une pompe manuelle fixe à diaphragme doit être installée à l'arrière et être raccordée de façon à pomper l'eau directement par-dessus bord.
- 20.4 Vidange de la coque – Un bouchon fileté à l'épreuve de la corrosion doit être installé au point le plus bas de la coque pour permettre la vidange du compartiment arrière de celle-ci lorsque les embarcations se trouvent hors de l'eau.
- 21.0 MATÉRIEL DE SÉCURITÉ**
- 21.1 Le matériel de sécurité doit être fourni en fonction de la taille de l'embarcation conformément à la publication TP 14070 « Guide de sécurité des petits bâtiments commerciaux » de Transports Canada. Des dispositifs de rangement et d'arrimage doivent être prévus pour chaque article. Tout l'accastillage doit être en acier inoxydable robuste et être facilement accessible.
- 22.0 ESSAIS EN MER – ENTREPRENEUR**
- 22.1 L'entrepreneur doit inspecter la qualité de la construction, faire l'essai de tout l'équipement et de tous les systèmes à bord, et vérifier les performances de la coque afin de s'assurer que tout est entièrement fonctionnel.
- 22.2 The propulsion system must be operated as per the engine manufacture's recommendations to accumulate the hours sufficient for the initial engine service check. An authorized engine manufacturer representative must carry out the service check. Service report must be provided to both the Technical Authority and the Contracting Authority.
- 22.3 L'entrepreneur doit soumettre un plan d'essais et d'épreuves au moins quatorze jours avant les essais en mer du Canada. Le plan doit comprendre une description de tous les essais d'acceptation à réaliser.
- 22.4 Avant les essais en mer, les embarcations terminées doivent être pesées et leur poids doit être consigné sur le formulaire d'essais et d'épreuves.
- 22.5 Selon les vérifications de stabilité exigées par la norme TP 1332, l'entrepreneur doit consigner tous les calculs de stabilité et de structure. Une copie de ces calculs doit être fournie dans le manuel technique de l'utilisateur.
- 23.0 ESSAIS EN MER – CANADA**

- 23.1 L'entrepreneur doit informer Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) et la GRC (le Canada) de la date des essais en mer au moins 14 jours avant ceux-ci. Le Canada se réserve le droit d'assister aux essais en mer ou de refuser d'y assister. L'absence de l'inspecteur aux essais en mer ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité d'effectuer les essais en mer et d'en consigner les résultats. Une fois les essais en mer terminés, le rapport d'essais doit être envoyé au Canada à des fins d'examen, et ce, avant la livraison de l'embarcation hydropropulsée.
- 23.2 L'entrepreneur doit assumer la responsabilité de fournir le carburant, l'équipage et tous les instruments et l'équipement nécessaires à la réalisation des essais en mer.
- 23.3 Au minimum, les essais suivants doivent être effectués en conditions de charge normales :
- A) Essais de vitesse – Les essais de vitesse doivent être réalisés sur une distance d'au moins un mille marin. Deux passages doivent être effectués sur le même parcours, soit un dans chaque direction, afin d'établir la vitesse moyenne des deux passages.
 - B) Essai d'endurance – Les embarcations doivent être utilisées à leur vitesse maximale, en conditions de charge normales, pour une durée ne dépassant pas la durée de fonctionnement maximale recommandée par le fabricant. Il doit être démontré, pendant l'essai d'endurance, que toutes les parties du système de propulsion fonctionnent à plein régime. Tous les systèmes doivent être utilisés afin de vérifier qu'ils ont été correctement installés.
 - C) Propulsion en marche arrière – Les embarcations doivent être utilisées et manœuvrées en marche arrière pour que l'on puisse établir leur rendement en marche arrière.
 - D) Appareil à gouverner – Tout l'appareil à gouverner doit être utilisé à vitesse croissante alors que les embarcations hydropropulsées effectuent une série de virages à bâbord et à tribord.
- 23.4 Lors de la conclusion des essais en mer, l'embarcation doit être bien nettoyée et inspectée. Les systèmes de refroidissement des moteurs hors-bord doivent être rincés à l'eau douce.
- 23.5 L'entrepreneur doit réparer à la satisfaction du Canada tous les dommages causés à l'embarcation hydropropulsée ou à l'équipement auxiliaire qui résultent des essais en mer.
- 23.6 L'entrepreneur doit conserver les registres d'essai relatifs à chaque embarcation pendant au moins deux ans. Une copie des tests et des essais complétés devrait être incluse dans le manuel technique de l'opérateur pour chaque embarcation.

24.0 REMORQUE

- 24.1 La remorque doit être une structure soudée, galvanisée, trempée à chaud et être conçue pour supporter le poids de l'embarcation chargée, de la proue jusqu'au tableau, plus une réserve de 5 %. Le poids de l'embarcation en pleine charge comprend le carburant (réservoirs pleins), les accessoires et une capacité de charge supplémentaire de 200 lb.
- 24.2 La remorque doit pouvoir résister à une utilisation fréquente et de longs trajets, souvent hors route, en terrains accidentés et en régions éloignées.
- 24.3 La remorque doit être dotée d'un sommier et être adéquatement réglée pour soutenir l'embarcation. L'essieu et la fourche doivent être réglés pour assurer une charge verticale adéquate.
- 24.4 La remorque doit être dotée d'un essieu tandem avec roues de 15 po de diamètre à 5 boulons, de freins à disque, d'un carter de palier d'essieu, de bouchons graisseurs et d'une roue de secours équivalente montée sur un support de fixation avec démonte-roue. Les pneus doivent être de taille adéquate à la capacité nominale de la remorque.
- 24.5 La remorque doit être équipée de feux de freinage et de clignotants avec connecteur à 4 broches et adaptateur à 7 broches.
- 24.6 La remorque doit être dotée d'un système de freinage à inertie conforme à la réglementation.
- 24.7 La remorque doit être dotée d'un treuil de proue manuel à une vitesse avec sangle de tissu, amortisseur de proue et cric de flèche pivotant à crémaillère à levier avec roue d'une capacité de 2 000 lb.
- 24.8 Deux guides de remorque doivent être montés à l'arrière de la remorque. La hauteur doit être d'au moins quatre (4) pieds de PVC blanc.

- 24.9 La remorque doit être autorisée à circuler sur les routes du Manitoba, de l'Alberta et de la Saskatchewan et être conforme au code de la sécurité routière de ces provinces.
- 24.10 La remorque doit être dotée d'un attelage compatible avec une boule de 2 po et d'ailes robustes en acier galvanisé pouvant servir de marchepied.
- 24.11 Deux points d'ancrage doivent être prévus à l'arrière de la remorque pour arrimer l'arrière de l'embarcation hydropropulsée. Deux sangles à cliquet avec crochets doivent être fournies.
- 24.12 Deux chaînes de sécurité galvanisées à manilles de cote et de taille adéquates pour arrimer l'embarcation hydropropulsée à l'avant de la remorque.

25.0 INSPECTION FINALE

- 25.1 L'inspection finale ne doit pas être effectuée avant que tous les essais aient été exécutés de façon satisfaisante et que les résultats de ces essais aient été fournis à des fins d'examen. Les embarcations doivent être prêtes à livrer, et ce, à tous égards, sauf en ce qui a trait à leur préparation finale préalable à leur livraison. L'entrepreneur doit fournir le personnel nécessaire, au besoin, pour répondre aux questions et, sur demande, pour faire la démonstration de l'utilisation, de la maintenance, de l'accessibilité et de la dépose de l'équipement. L'entrepreneur doit documenter les résultats de l'inspection finale et les soumettre au Canada. Les numéros de série et les autres renseignements d'identification doivent être consignés pour chaque moteur et embarcation.

26.0 EMBALLAGE ET EXPÉDITION

- 26.1 Avant le transport, l'embarcation doit être nettoyée au complet, conditionnée et couverte comme suit :
 - A) L'intérieur doit être nettoyé au complet, y compris l'intérieur de toutes les trappes, toutes les boîtes de rangement, de la console et du rouf.
 - B) Les cales doivent être sèches et sans huile et débris, et les réservoirs de carburant doivent être drainés, au besoin.
 - C) Le système de propulsion doit être conditionné conformément aux recommandations du fabricant pour l'entreposage jusqu'à un an dans un environnement qui sera soumis à des températures sous le point de congélation.
 - D) Les batteries doivent être débranchées pour le transport ou l'entreposage.
 - E) Une étiquette d'avertissement durable doit être attachée à l'aide d'un fil à la barre, ce qui indique que l'embarcation a été conditionnée pour le transport et l'entreposage et qu'elle ne doit pas être mise en marche avant que ses moteurs aient été réactivés.
 - F) Pendant le transport et l'entreposage, l'embarcation hydropropulsée doit être correctement rembourrée et fixée à la remorque pour empêcher qu'elle se déplace ou s'endommage.

27.0 ACCEPTATION

- 27.1 Lors de la livraison, l'embarcation et la remorque seront soigneusement inspectées par la GRC pour confirmer qu'il n'y a pas eu de dommages lors de l'expédition. Tout dommage relevé devra être réparé à la satisfaction de la GRC.

28.0 MANUEL TECHNIQUE DE L'UTILISATEUR

Lors de la livraison de l'embarcation hydropropulsée, l'entrepreneur doit fournir deux clés USB qui contiennent le manuel. Ce manuel donne une description physique et fonctionnelle des embarcations, de leur machinerie et de leur équipement. Chaque manuel doit être divisé en sections et sous-sections clairement identifiées, présentées dans le même ordre que celui indiqué ci-dessous. Le manuel doit comprendre, sans toutefois s'y limiter, des sections telles que celles-ci :

- 28.1 Renseignements d'ordre général;
- 28.2 Renseignements techniques;
- 28.3 Liste de pièces de rechange de départ;
- 28.4 Liste de maintenance préventive.

28.1 Renseignements d'ordre général

Cette section doit comprendre une description de la disposition et de la fonction de l'ensemble des structures, des systèmes, des raccords et des accessoires compris sur les embarcations, avec des illustrations comme il convient :

- A.1 Procédures d'exploitation;
- A.2 Caractéristiques d'exploitation de base, au minimum : températures, pressions, débits, etc.;
- A.3 Dessins et critères d'installation, et instructions d'assemblage et de démontage avec illustrations complètes indiquant chaque étape;
- A.4 Documentation : plans conformes, rapports d'essais en mer, calculs de stabilité et calculs structuraux, et conditions de charge maximale.

28.2 Renseignements techniques

Cette section doit comprendre un ensemble complet d'instructions détaillées pour le propriétaire/l'exploitant, de dessins, de listes de pièces et de données supplémentaires pour tous les composants des embarcations (qu'ils aient été acquis auprès de sources externes ou fabriqués sur mesure), y compris :

- la coque;
- le système d'hydropropulsion / moteur hors-bord;
- les systèmes (direction, carburant, électricité, etc.), avec schémas ou schémas unifilaires;
- le matériel électronique;
- les raccords, les accessoires et l'équipement auxiliaire.

28.3 Liste de pièces de rechange de départ

Cette section doit comprendre une liste des pièces de rechange initiales qu'il est recommandé de conserver à bord des embarcations. À tout le moins, cette liste doit comprendre les éléments suivants, lorsqu'il y a lieu :

- Système de propulsion : hélice, filtres, rotor de pompe à eau, batterie de démarrage, câbles de commande d'accélérateur et d'embrayage, outils spéciaux requis pour le moteur;
- Circuits électriques : fusibles, ampoules;
- Structures des embarcations et accastillage : divers dispositifs de fixation utilisés couramment.

28.4 Liste de maintenance préventive

ANNEXE – B – BASE DE PAIEMENT (CONTRAT)**B-1 Lieu de travail proposé :**

Installations de l'entrepreneur _____

B-2 Montant du contrat

Le montant est exprimé en dollars canadiens, droits de douane inclus et taxes applicables en sus, rendus droits acquittés selon les Incoterms.

Item	Description	Quantités	Prix étendue ferme
a.	Travaux prévus – un navire Comme défini et décrit dans la partie 7, article 7.2 et l'annexe A – Énoncé des travaux et l'annexe D Questions des soumissionnaires et réponses du Canada Prix ferme de :	1	\$ _____
b.	Travaux prévus –un remorque Comme défini et décrit dans la partie 7, article 7.2 et l'annexe A – Énoncé des travaux et l'annexe D Questions des soumissionnaires et réponses du Canada Prix ferme de :	1	\$ _____
c.	Expédition/Livraison (1 navire et 1 remorque) droits acquittés selon les INCOTERMS 2000 DDP Edmonton (B.A.) suivant la partie 7, articles 7.4.4 et 7.4.5 Prix ferme de :	1	\$ _____
d.	PRIX [a + b + c] Pour un PRIX de : (les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus)		\$ _____

B-3 Tarif d'imputation/Marge bénéficiaire sur le matériel/Options

Pour la réalisation de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications techniques ou de conception, l'entrepreneur sera payé selon le tarif d'imputation horaire ferme de :

_____ \$ de l'heure, TPS ou TVH en sus,

Il s'agira d'un tarif moyen englobant toutes les catégories de main-d'œuvre, d'ingénierie et de travail de contremaître, ainsi que tous les frais généraux, la supervision et les bénéfices.

Le tarif d'imputation horaire de la main-d'œuvre demeurera ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications subséquentes.

Heures supplémentaires

Aucune heure supplémentaire ne pourra être facturée sans l'autorisation écrite préalable de l'autorité contractante, et uniquement dans le cadre des travaux supplémentaires autorisés.

Les taux d'heures supplémentaires sont les suivants :

Taux et demi : _____ \$/par personne par heure

Taux double : _____ \$/par personne par heure

Les heures supplémentaires seront calculées et payées comme suit :

Taux et demi : Taux et demi x tarif d'imputation

Taux double : Taux double x tarif d'imputation

B-4 Matériaux pour les travaux supplémentaires comprenant les modifications techniques ou de conception :

Pour la réalisation des travaux visant la fourniture de matériaux découlant de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications de conception ou de portée des travaux, l'entrepreneur se verra verser le coût des matières directes définies dans la clause 1031-2 Principes des coûts contractuels, majoré de 10 %, TPS ou TVH en sus, selon le cas. À part la majoration de 10 %, aucuns autres frais relatifs à la fourniture de matériel, aux assurances, à la manutention, à l'entreposage et aux activités de cette nature ou de toute autre nature ne seront acceptés dans le cadre des travaux supplémentaires.

Le taux de majoration des matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

Le taux de majoration pour les matériaux demeurera ferme pour toute la durée du contrat et les autres modifications s'y rattachant.

B-5 Prix d'embarcations bateau et de remorques supplémentaires :

(i) Si d'autres fonds sont mis à disposition, RCMP pourrait décider d'acheter jusqu'à 2 bateaux aluminum et remorques supplémentaires construites conformément à l'EBT, **annexe A Énoncé des besoins techniques (Contrat)** et **annexe C – Questions des soumissionnaires et réponses du Canada (Contrat)**.

(ii) Le Canada se réserve le droit de négocier le prix de l'option.

Le prix est en dollars canadiens, les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus

Item	Description	Unit	Prix Unitaire	Prix etendue ferme
a.	Known Work – additional (bateau) Conformément à la partie 7, à l'article 7.2 et à l'annexe A - Énoncé des besoins techniques et à l'annexe D - Questions des soumissionnaires et réponses du Canada.. Expédition et livraison Incoterms 2000 DDP à destination exclus	2	\$ _____	\$ _____ ¹
b.	Known Work –additional (remorquer) Conformément à la partie 7, à l'article 7.2 et à l'annexe A - Énoncé des besoins techniques et à l'annexe D - Questions des soumissionnaires et réponses du Canada.. Expédition et livraison Incoterms 2000 DDP à destination exclus	2	\$ _____	\$ _____
c.	Prix [a + b] Prix ferme de :			\$ _____

B-6 Tarif d'imputation/Marge bénéficiaire sur le matériel/Options

Pour la réalisation de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications techniques ou de conception, l'entrepreneur sera payé selon le tarif d'imputation horaire ferme de :

_____ \$ de l'heure, TPS ou TVH en sus,

Il s'agira d'un tarif moyen englobant toutes les catégories de main-d'œuvre, d'ingénierie et de travail de contremaître, ainsi que tous les frais généraux, la supervision et les bénéfices.

Le tarif d'imputation horaire de la main-d'œuvre demeurera ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications subséquentes.

Heures supplémentaires

Aucune heure supplémentaire ne pourra être facturée sans l'autorisation écrite préalable de l'autorité contractante, et uniquement dans le cadre des travaux supplémentaires autorisés.

Les taux d'heures supplémentaires sont les suivants :

Taux et demi : _____ \$/par personne par heure

Taux double : _____ \$/par personne par heure

Les heures supplémentaires seront calculées et payées comme suit :

Taux et demi : Taux et demi x tarif d'imputation

Taux double : Taux double x tarif d'imputation

B-7 Matériaux pour les travaux supplémentaires comprenant les modifications techniques ou de conception :

Pour la réalisation des travaux visant la fourniture de matériaux découlant de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications de conception ou de portée des travaux, l'entrepreneur se verra verser le coût des matières directes définies dans la clause 1031-2 Principes des coûts contractuels, majoré de 10 %, TPS ou TVH en sus, selon le cas. À part la majoration de 10 %, aucuns autres frais relatifs à la fourniture de matériel, aux assurances, à la manutention, à l'entreposage et aux activités de cette nature ou de toute autre nature ne seront acceptés dans le cadre des travaux supplémentaires.

Le taux de majoration des matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

Le taux de majoration pour les matériaux demeurera ferme pour toute la durée du contrat et les autres modifications s'y rattachant.

N° de l'invitation - Solicitation No.

M5000-195026

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M5000-195026

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

XLV 166

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

N° de l'invitation - Solicitation No.

M5000-195026

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M5000-195026

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

XLV 166

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE - C – QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES ET RÉPONSES DU CANADA (SOUMISSION)

Article	Spécifications - description	Questions soumissionnaire	Réponses du Canada

ANNEXE - D – LISTE DES SOUS-TRAITANTS (SOUMISSION)

Reference de specification	Description des biens et services (y compris la marque et le n° de modèle	Nom du fournisseur	Adresse du fournisseur

ANNEXE - E - DETAILED FINANCIAL BID PRESENTATION SHEET (SOUMISSION)

Le montant de la soumission sera évalué en dollars canadiens, droits de douane inclus et taxes applicables en sus, rendus droits acquittés selon les Incoterms.

Item	Description	Quantité	Prix Ferme etendue
a.	Travaux prévus –navire Comme défini et décrit dans la partie 7, article 7.1 et l'annexe A – Énoncé des travaux et l'annexe C Questions des soumissionnaires et réponses du Canada Prix ferme de :	1	_____ \$
b.	Travaux prévus –remorque Comme défini et décrit dans la partie 7, article 7.1 et l'annexe A – Énoncé des travaux et l'annexe C Questions des soumissionnaires et réponses du Canada Prix ferme de :	1	_____ \$
c.	Expédition/Livraison (navire et remorque) droits acquittés selon les INCOTERMS Edmonton suivant la partie 7, articles 7.4.4 et 7.4.5 Prix ferme de :	1	_____ \$
d.	Travaux non prévus (pour évaluation) <i>Coût en main-d'œuvre</i> : Heures de travail estimatives à un taux d'imputation ferme de la main-d'œuvre, y compris les coûts indirects et le profit : 50 heures-personnes X _____ \$ de l'heure pour un PRIX de : Voir l'article E-1 ci-dessous.	50	_____ \$
e.	PRIX D'ÉVALUATION [a + b + c + d] Pour un PRIX D'ÉVALUATION de : (les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus)		_____ \$

E-1 Tarif d'imputation/Marge bénéficiaire sur le matériel/Options

Pour la réalisation de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications techniques ou de conception, l'entrepreneur sera payé selon un tarif d'imputation horaire ferme de :

_____ \$ de l'heure, TPS ou TVH en sus,

Il s'agira d'un tarif moyen englobant toutes les catégories de main-d'œuvre, d'ingénierie et de travail de contremaître, ainsi que tous les frais généraux, la supervision et les bénéfices.

Le tarif d'imputation horaire de la main-d'œuvre demeurera ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications subséquentes.

E-2 Heures supplémentaires

Aucune heure supplémentaire ne pourra être facturée sans l'autorisation écrite préalable de l'autorité contractante, et uniquement dans le cadre des travaux supplémentaires autorisés.

Les taux d'heures supplémentaires sont les suivants :

Taux et demi : _____\$/par personne par heure

Taux double : _____\$/par personne par heure

Les heures supplémentaires seront calculées et payées comme suit :

Taux et demi : Taux et demi x tarif d'imputation

Taux double : Taux double x tarif d'imputation

E-3 Matériaux pour les travaux supplémentaires comprenant les modifications techniques ou de conception :

Pour la réalisation des travaux visant la fourniture de matériaux découlant de travaux supplémentaires autorisés, y compris des modifications de conception ou de portée des travaux, l'entrepreneur se verra verser le coût des matières directes définies dans la clause 1031-2 Principes des coûts contractuels, majoré de 10 %, TPS ou TVH en sus, selon le cas. À part la majoration de 10 %, aucuns autres frais relatifs à la fourniture de matériel, aux assurances, à la manutention, à l'entreposage et aux activités de cette nature ou de toute autre nature ne seront acceptés dans le cadre des travaux supplémentaires.

Le taux de majoration des matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

Le taux de majoration pour les matériaux demeurera ferme pour toute la durée du contrat et les autres modifications s'y rattachant.

E-4 Prix d'embarcations gonflables à bateaux aluminum et de remorques supplémentaires :

- a) Si d'autres fonds sont mis à disposition, RCMP pourrait décider d'acheter jusqu'à 2 bateaux et remorques supplémentaires construites conformément à l'EBT, **annexe A Énoncé des besoins techniques (Contrat)** et **annexe C – Questions des soumissionnaires et réponses du Canada (Contrat)**.
- b) Le Canada se réserve le droit de négocier le prix de l'option.
- c) Pour la livraison d'un bateaux et d'une remorque supplémentaires (TPS/TVH et frais de transport exclus) : Un prix ferme de _____\$ (CAD)
- d) Pour la livraison de deux bateaux et deux remorques supplémentaires (TPS/TVH et frais de transport exclus) : Un prix ferme de _____\$ (CAD)

E-5 Option

1. Dans le cas où des fonds supplémentaires seraient débloqués, le ministère des RCMP pourrait se prévaloir, en tout ou en partie, de l'option d'acheter jusqu'à **2 aluminum bateaux et remorques supplémentaires** construites conformément à l'EBT, annexe A et annexe D. Par conséquent, les soumissionnaires sont invités à proposer un prix pour la fourniture de ces navires supplémentaires.
2. Le prix indiqué pour l'option doit être ferme, demeurer en vigueur et ouvert à l'acceptation du Canada pendant une période d'un an après la livraison du premier navire. L'option proposée doit être conforme aux modalités de la présente DP.
3. L'option proposée ne sera pas considérée dans l'évaluation pour l'attribution d'un contrat en réponse à la présente DP.
4. Dans cette DP, seule l'option proposée par le soumissionnaire retenu peut être considérée par le Canada.

N° de l'invitation - Solicitation No.

M5000-195026

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M5000-195026

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

XLV 166

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5. L'option, si elle est incluse dans le contrat, en tout ou en partie, peut être exercée à la seule discrétion du Canada.
6. Le Canada se réserve le droit de négocier le prix de l'option.

ANNEXE – F – LISTE DE VÉRIFICATION ET LIVRABLE DE L'OFFRE (SOUMISSION)

Instruction aux soumissionnaires : Le tableau F-1 est une liste de vérification aux fins d'autovérification.

Tableau F-1 Liste de vérification du dossier de soumission**F1.1**

Indépendamment des exigences mentionnées ailleurs dans la présente demande de soumissions et dans l'Énoncé des travaux associé, voici les documents qui doivent être présentés avec la réponse avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumission. Le soumissionnaire doit fournir tous les documents pour que sa proposition soit jugée recevable. **O** : Obligatoire avec la soumission, **48 h** : doit être fourni à l'intérieur de **48 heures** après la demande écrite, **5 ou 10 jours** : doit être fourni à l'intérieur de **5 ou 10 jours** après la demande écrite :

N°	Référence de la DP	Référence de la DP	Description	Période	Document fourni
	Page couverture	Page couverture	<u>Demande de propositions</u> document partie 1 page 1 remplie et signée;	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.2	Section I – Soumission technique	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.3	Section II – Soumission de gestion Option 1 ou Option 2	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.4	Section III – Soumission financière – Annexe D – Feuille de présentation financière détaillée de la soumission	O	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.3.13	Calendrier du projet	O	<input type="checkbox"/>
	Annexe F	Annexe F	Liste de vérification de l'offre	O	<input type="checkbox"/>
				O	<input type="checkbox"/>
	Partie 2	2.4	Lois applicables	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.3.6 ou 3.3.14	Sous-traitants	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 3	3.3.3 ou 3.3.12	Système d'assurance de la qualité de l'entrepreneur	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 7	7.5.3	Représentant de l'entrepreneur	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 6	6.3	Exigences en matière d'assurance	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 5	5.2.3.1	Indemnisation des accidents du travail (lettre d'attestation)	48 h	<input type="checkbox"/>
	Partie 5	5.2.3.2	Attestation en soudage – soumission	48 h	<input type="checkbox"/>

F1.2 Exigences relatives aux produits livrables selon le contrat

Les renseignements suivants pourraient être demandés par l'autorité contractante, auquel cas ils devront être remis aux conditions énoncées dans le tableau ci-dessous après la demande écrite :

N°	Contrat	Article	Description	Période après l'octroi du contrat	Document fourni
Autres documents requis après l'attribution du contrat (rappel)					
1	Partie 7	7.15	Calendrier du projet	5 jours	
3	Partie 7	7.21	Certificat d'assurance	10 jours	

N° de l'invitation - Solicitation No.

M5000-195026

N° de réf. du client - Client Ref. No.

M5000-195026

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID

XLV 166

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE - G - de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS (SOUMISSION)

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.2 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;